

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 93 — 858

[C — 03204]

28 FEVRIER 1993. — Arrêté royal relatif à l'inscription de valeurs mobilières au premier marché d'une Bourse de valeurs mobilières

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, notamment l'article 33, modifié par la loi du 14 mai 1992;

Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 44, modifié par les lois des 7 juin 1949 et 10 novembre 1953, et l'article 89^{ter}, modifié par la loi du 10 novembre 1953;

Vu la directive 79/279/CEE du Conseil du 5 mars 1979 portant coordination des conditions d'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs, modifiée par la directive 82/148/CEE du Conseil du 3 mars 1982 et par la directive 88/627/CEE du Conseil du 12 décembre 1988;

Vu l'avis des Commissions des Bourses;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'en vertu des articles 12, § 1^{er} et 95 de la loi du 4 décembre 1990, relative aux opérations financières et aux marchés financiers, les Commissions des Bourses reprennent à partir du 1^{er} janvier 1993 les compétences des Comités de la cote, relatives à l'inscription et le maintien des valeurs mobilières au premier marché; il convient dès lors d'adapter sans tarder le présent arrêté à ce transfert de compétences;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

- 1^o la loi : la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers;
- 2^o valeurs mobilières : les valeurs mobilières visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o à 4^o de la loi;
- 3^o actions : les valeurs mobilières visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o de la loi, à l'exception des certificats d'actions;
- 4^o obligations : les valeurs mobilières visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2^o de la loi, à l'exception des certificats d'obligations;
- 5^o certificats : les certificats émis en représentation ou en contrepartie d'actions ou d'obligations émanant de tierces sociétés ou personnes morales, privées ou publiques, ou de quotités de ces actions ou obligations;
- 6^o parts : les valeurs mobilières visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3^o, b) de la loi.

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux valeurs mobilières dont l'inscription au premier marché d'une Bourse de valeurs mobilières est demandée, ou qui y sont inscrites.

Toutefois, le présent arrêté ne s'applique pas aux valeurs mobilières visées à l'article 12, § 2, alinéa 1^{er} de la loi.

Art. 3. Un délai de trois mois à compter de la date de la réception d'un avant-projet d'arrêté royal modifiant le présent arrêté est imparti aux Commissions des Bourses et à la Commission bancaire et financière pour donner leur avis, conformément à l'article 33 de la loi.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 858

[C — 03204]

28 FEBRUARI 1993. — Koninklijk besluit betreffende de opneming van effecten in de eerste markt van een Effectenbeurs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, inzonderheid op artikel 33, gewijzigd bij de wet van 14 mei 1992;

Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 44, gewijzigd door de wetten van 7 juni 1949 en 10 november 1953, en op artikel 89^{ter}, gewijzigd door de wet van 10 november 1953;

Gelet op de richtlijn 79/279/EEG van de Raad van 5 maart 1979 tot coördinatie van de voorwaarden voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een effectenbeurs, gewijzigd bij de richtlijn 82/148/EEG van de Raad van 3 maart 1982 en bij de richtlijn 88/627/EEG van de Raad van 12 december 1988;

Gelet op het advies van de Beurscommissies;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financie-
wezen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat krachtens de artikels 12, § 1 en 95 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten de Beurscommissies met ingang van 1 januari 1993 de bevoegdheden van de Noteringscomités inzake de opneming en het behoud van effecten in de eerste markt overnemen; bijgevolg dient dit besluit onverwijld aan deze bevoegdheidsoverdracht te worden aangepast;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1^o de wet : de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten;
- 2^o effecten : de effecten beoogd in artikel 1, § 1, 1^o tot 4^o van de wet;
- 3^o aandelen : de effecten beoogd in artikel 1, § 1, 1^o van de wet, met uitzondering van de certificaten van aandelen;
- 4^o obligaties : de effecten beoogd in artikel 1, § 1, 2^o van de wet, met uitzondering van de certificaten van obligaties;
- 5^o certificaten : de certificaten uitgegeven ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde van aandelen of obligaties uitgaande van derde vennootschappen of privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersonen, of delen van deze aandelen of obligaties;
- 6^o rechten van deelneming : de effecten beoogd in artikel 1, § 1, 3^o, b) van de wet.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de effecten waarvoor de opneming in de eerste markt van een Effectenbeurs wordt gevraagd of die erin zijn opgenomen.

Dit besluit is evenwel niet van toepassing op de effecten beoogd in artikel 12, § 2, eerste lid van de wet.

Art. 3. De Beurscommissie en de Commissie voor het Bank- en Financiewezen beschikken over een termijn van drie maanden na ontvangst van een voorontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van dit besluit om hun advies waarvan sprake in artikel 33 van de wet, te geven.

Art. 4. Lorsque un document est produit en langue étrangère, la Commission de la Bourse peut exiger qu'il soit accompagné d'une traduction, établie par un traducteur juré dans les langues nationales.

CHAPITRE II. — De l'inscription au premier marché
Section 1re. — Procédure

Art. 5. Quiconque sollicite l'inscription de valeurs mobilières au premier marché d'une Bourse de valeurs mobilières est tenu d'en faire la demande à la Commission de la Bourse, en y joignant les pièces exigées par l'article 6.

Art. 6. Doivent être joints à la demande visée à l'article 5 :

1^o s'il s'agit d'actions ou d'obligations :

- a) les statuts de l'émetteur;
- b) selon le cas et dès qu'ils ont été approuvés ou reconnus par la Commission bancaire et financière, soit le prospectus et ses éventuels compléments visés à l'article 29^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, soit le prospectus visé à l'article 34^{bis}, § 1^{er} du même arrêté;
- c) le cas échéant, des pièces justifiant, soit que ces actions ou obligations sont cotées ou font l'objet de négociations régulières et suivies dans un ou plusieurs Etats membres des Communautés européennes, soit qu'elles sont à la fois cotées et font l'objet de négociations régulières et suivies dans un autre pays;
- d) un engagement écrit des organismes chargés du service financier, par lequel ils déclarent effectuer celui-ci pour les actions ou obligations dont l'inscription au premier marché est demandée; ce service est gratuit pour les porteurs;

e) un exemplaire des comptes annuels de l'émetteur, relatifs aux trois exercices précédant la demande d'inscription au premier marché;

2^o s'il s'agit de certificats :

- a) les statuts de l'émetteur des certificats;
- b) les statuts de l'émetteur des valeurs mobilières en représentation ou en contrepartie desquels les certificats sont créés;
- c) selon le cas, et dès qu'ils ont été approuvés ou reconnus par la Commission bancaire et financière, soit le prospectus et ses éventuels compléments visés à l'article 29^{ter}, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935, sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, soit le prospectus visé à l'article 34^{bis}, § 1^{er} du même arrêté;
- d) le cas échéant, les pièces justifiant, soit que les certificats sont cotés ou font l'objet de négociations régulières et suivies dans un ou plusieurs Etats membres des Communautés européennes, soit qu'ils sont à la fois cotés et font l'objet de négociations régulières et suivies dans un autre pays;
- e) un engagement écrit des organismes chargés du service financier, par lequel ils déclarent effectuer celui-ci pour les certificats dont l'inscription au premier marché est demandée; ce service est gratuit pour les porteurs;

f) un exemplaire des comptes annuels de la société tierce émettrice d'actions, relatifs aux trois exercices précédant la demande d'inscription au premier marché;

3^o s'il s'agit de parts :

- a) les statuts de la société de gestion;
- b) selon le cas, soit le prospectus et le dernier rapport annuel ou semestriel visés à l'article 129, § 1^{er} de la loi, soit le prospectus et le dernier rapport annuel ou semestriel visés à l'article 138 de la loi;

c) pour les fonds qui y sont tenus, la copie du règlement de gestion, certifiée conforme par l'organe de la société de gestion habilité à cet effet.

Art. 7. Les demandes d'inscription au premier marché, adressées à la Commission de la Bourse sont examinées par l'administration boursière.

L'administration boursière dresse un rapport de cet examen pour la Commission de la Bourse. Avant que la Commission de la Bourse discute du rapport, une copie de celui-ci est envoyée ou remise à ses membres et au Commissaire du Gouvernement.

Art. 8. Dans le cadre de l'examen d'une demande d'inscription d'une valeur mobilière au premier marché, la Commission de la Bourse peut demander, conformément au présent arrêté et en vue de la protection de l'investisseur ou du bon fonctionnement du marché, tous documents et renseignements écrits ou oraux qu'elle juge nécessaires, à toute personne intéressée.

Art. 4. Indien een document in een vreemde taal overgelegd wordt, mag de Beurscommissie eisen dat er een vertaling in de landstalen bijgevoegd wordt, opgemaakt door een beëdigd vertaler.

HOOFDSTUK II. — De opneming in de eerste markt
Afdeling 1. — Procedure

Art. 5. Wie effecten wil laten opnemen in de eerste markt van een Effectenbeurs, moet daartoe bij de Beurscommissie een aanvraag indienen en er de in artikel 6 vereiste stukken bijvoegen.

Art. 6. Bij de aanvraag beoogd in artikel 5 moeten worden gevoegd :

1^o wanneer het aandelen of obligaties betreft :

- a) de statuten van de uitgevende instelling;
- b) naargelang van het geval en zodra zij door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen goedgekeurd of erkend zijn, hetzij het prospectus en zijn eventuele aanvullingen beoogd in artikel 29^{ter}, § 1, eerste lid van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, hetzij het prospectus beoogd in artikel 34^{bis}, § 1 van hetzelfde besluit;
- c) in voorkomend geval, stukken die bewijzen dat deze aandelen of obligaties hetzij in één of meer Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen worden genoteerd of er regelmatig en doorlopend worden verhandeld, hetzij in een ander land worden genoteerd en er bovendien regelmatig en doorlopend worden verhandeld;
- d) een geschreven verbintenis van de organismen die met de financiële dienst belast zijn, waarbij zij verklaren deze te verlenen voor de aandelen of obligaties waarvoor de opneming in de eerste markt gevraagd is; deze dienst wordt voor de houders gratis verzekerd;

e) een exemplaar van de jaarrekening van de uitgevende instelling over de drie boekjaren die aan de aanvraag tot opneming in de eerste markt zijn voorafgegaan;

2^o wanneer het certificaten betreft :

- a) de statuten van de instelling die de certificaten uitgeeft;
- b) de statuten van de instelling die de effecten uitgeeft ter vertegenwoordiging of als tegenwaarde waarvan de certificaten zijn gecreëerd;
- c) naargelang van het geval en zodra zij door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen goedgekeurd of erkend zijn, hetzij het prospectus en zijn eventuele aanvullingen beoogd in artikel 29^{ter}, § 1, eerste lid van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, hetzij het prospectus beoogd in artikel 34^{bis}, § 1 van hetzelfde besluit;
- d) in voorkomend geval, stukken die bewijzen dat de certificaten hetzij in één of meer Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen worden genoteerd of er regelmatig en doorlopend worden verhandeld, hetzij in een ander land worden genoteerd en er bovendien regelmatig en doorlopend worden verhandeld;
- e) een geschreven verbintenis van de organismen die met de financiële dienst belast zijn, waarbij zij verklaren deze te verstrekken voor de certificaten waarvoor de opneming in de eerste markt gevraagd is; deze dienst wordt gratis voor de houders verzekerd;

f) een exemplaar van de jaarrekening van de derde vennootschap die de aandelen heeft uitgegeven, over de drie boekjaren die aan de aanvraag tot opneming in de eerste markt zijn voorafgegaan;

3^o wanneer het rechten van deelneming betreft :

- a) de statuten van de beheersvennootschap;
- b) naargelang van het geval, hetzij het prospectus en het laatste jaarlijks of halfjaarlijks verslag beoogd in artikel 129, § 1 van de wet, hetzij het prospectus en het laatste jaarlijks of halfjaarlijks verslag beoogd in artikel 138 van de wet;
- c) voor de fondsen die daartoe verplicht zijn, een afschrift van het beheersreglement dat door het daartoe bevoegde orgaan van de instelling gelijkluidend is verklaard.

Art. 7. De aan de Beurscommissie gerichte aanvragen tot opneming in de eerste markt worden door de beursadministratie onderzocht.

De beursadministratie stelt ten behoeve van de Beurscommissie een verslag van dit onderzoek op. Vooraleer de Beurscommissie het verslag bespreekt, wordt een afschrift ervan aan haar leden en aan de Regeringscommissaris toegezonden of overhandigd.

Art. 8. In het raam van het onderzoek van een aanvraag tot opneming van een effect in de eerste markt, mag de Beurscommissie, overeenkomstig dit besluit en met het oog op de bescherming van de belegger of op de goede werking van de markt, aan elke belanghebbende persoon alle documenten en schriftelijke of mondelinge inlichtingen vragen die zij nodig acht.

Art. 9. Le président de la Commission de la Bourse informe par écrit la Commission bancaire et financière des demandes d'inscription au premier marché.

Dans les deux jours ouvrables de la réception de ces demandes, la Commission de la Bourse en assure la publication à la cote.

La Commission de la Bourse examine les observations qui au cours de la huitaine lui sont adressées par écrit au sujet de ces demandes.

Art. 10. La Commission de la Bourse notifie sa décision au demandeur, par lettre recommandée ou par lettre avec accusé de réception, dans les trois mois à compter de la date de la réception de la demande visée à l'article 5. Si, dans ce délai, des renseignements complémentaires sont demandés, ladite décision est notifiée dans les trois mois à compter de la réception de ces renseignements.

L'absence de décision dans le délai prescrit par l'alinéa 1er, vaut décision implicite de rejet de la demande.

Art. 11. La décision de la Commission de la Bourse d'inscrire une valeur mobilière, visée à l'article 4 de la loi, au premier marché ne produit ses effets que lorsque le Ministre des Finances a donné l'autorisation prévue par cet article.

La décision de la Commission de la Bourse d'inscrire au premier marché une valeur mobilière soumise au titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, ne produit ses effets que lorsque un prospectus a été rendu public et qu'un avis a été publié conformément à l'article 29, § 1er du même arrêté.

Art. 12. En cas d'émission publique, précédant l'inscription d'une valeur mobilière au premier marché, cette inscription ne peut avoir lieu qu'après la clôture de la période de souscription.

Par dérogation à l'alinéa 1er, la Commission de la Bourse peut décider, au cas où la date de clôture de la période de souscription n'est pas fixée, que des valeurs mobilières faisant l'objet d'émission continue soient immédiatement inscrites au premier marché.

Section 2. — Des conditions d'inscription

Art. 13. Les actions et obligations peuvent être inscrites au premier marché, à condition que :

1° les formalités et conditions prescrites par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales et par le présent arrêté soient accomplies;

2° la situation juridique de l'émetteur soit conforme aux lois et règlements qui lui sont applicables, notamment en ce qui concerne sa constitution et son fonctionnement statutaire;

3° les actions et obligations soient conformes aux lois et règlements, et librement négociables;

4° au cas où la demande d'inscription concerne des obligations convertibles ou des obligations avec droit de souscription, les actions de la société émettrice auxquelles elles se réfèrent, soient déjà inscrites au premier marché ou y seront inscrites en même temps que ces obligations;

5° au cas où la demande d'inscription concerne des actions, elle porte sur toutes les actions de même catégorie, déjà émises mais non encore inscrites au premier marché;

6° au cas où la demande d'inscription concerne des obligations, elle porte sur toutes les obligations d'une même émission non encore inscrites au premier marché;

7° la capitalisation boursière prévisible des actions qui font l'objet de la demande d'inscription au premier marché ou, au cas où elle ne peut être évaluée, les capitaux propres à la société y compris les résultats du dernier exercice, s'élèvent au moins à un million d'ECU;

8° au cas où la demande d'inscription concerne des obligations, l'emprunt s'élève au moins à 200 000 ECU;

9° la société émettrice d'actions ait publié ou déposé, conformément au droit qui la régit, ses comptes annuels relatifs aux trois exercices précédant la demande d'inscription au premier marché;

10° les actions et obligations fassent l'objet de négociations régulières et suivies dans un ou plusieurs Etats membres des Communautés européennes, ou bien qu'elles soient à la fois cotées et fassent l'objet de négociations régulières et suivies dans un autre pays.

Les actions qui sont émises par des sociétés ressortissantes d'un Etat qui n'est pas membre des Communautés européennes, et qui ne sont pas cotées dans le pays d'origine ou de diffusion principale, ne peuvent être inscrites au premier marché que si la Commission de

Art. 9. De voorzitter van de Beurscommissie licht de Commissie voor het Bank- en Financieuzen schriftelijk in omtrent de aanvragen tot opneming in de eerste markt.

Binnen twee werkdagen te rekenen vanaf de ontvangst van deze aanvragen maakt de Beurscommissie deze bekend in de koerslijst.

De Beurscommissie onderzoekt de schriftelijke bemerkingen die haar gedurende acht dagen, over deze aanvragen worden toegezonden.

Art. 10. Binnen drie maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de in artikel 5 beoogde aanvraag geeft de Beurscommissie aan de aanvrager kennis van haar beslissing, bij aangetekende brief of bij een brief met ontvangstbewijs. Indien binnen deze termijn aanvullende inlichtingen zijn gevraagd, wordt van deze beslissing kennis gegeven binnen drie maanden te rekenen vanaf de ontvangst van die inlichtingen.

Indien binnen de door het eerste lid voorgeschreven termijn geen beslissing wordt genomen, betekent dit dat de aanvraag is afgewezen.

Art. 11. De beslissing van de Beurscommissie om een in artikel 4 van de wet beoogd effect in de eerste markt op te nemen, heeft eerst uitwerking nadat de Minister van Financiën de in dat artikel voorgeschreven toelating heeft verleend.

De beslissing van de Beurscommissie een aan titel II van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten onderworpen effect in de eerste markt op te nemen, heeft eerst uitwerking nadat een prospectus is openbaar gemaakt en een bericht is bekendgemaakt overeenkomstig artikel 29, § 1 van hetzelfde besluit.

Art. 12. Indien een openbare uitgifte aan de opneming van een effect in de eerste markt voorafgaat, kan de opneming eerst na sluiting van de inschrijvingsperiode plaatshebben.

In afwijking van het eerste lid, kan de Beurscommissie beslissen dat, in geval de sluitingsdatum van de inschrijvingsperiode niet is vastgesteld, doorlopend uitgegeven effecten onmiddellijk in de eerste markt worden opgenomen.

Afdeling 2. — Voorwaarden tot opneming

Art. 13. De aandelen en obligaties kunnen in de eerste markt worden opgenomen, op voorwaarde dat :

1° de formaliteiten en voorwaarden voorgeschreven door de gebördeneerde wetten op de handelsvennootschappen en door dit besluit vervuld zijn;

2° de juridische situatie van de uitgevende instelling in overeenstemming is met de wetten en verordeningen die op haar van toepassing zijn, inzonderheid wat betreft haar oprichting en haar statutaire werking;

3° de aandelen en obligaties in overeenstemming zijn met de wetten en verordeningen en vrij kunnen worden verhandeld;

4° indien de aanvraag tot opneming betrekking heeft op converteerbare obligaties of op obligaties met inschrijvingsrecht, de onderliggende aandelen van de uitgevende vennootschap reeds in de eerste markt zijn opgenomen of tegelijk met deze obligaties in de eerste markt zullen worden opgenomen;

5° indien de aanvraag tot opneming betrekking heeft op aandelen, ze slaat op alle reeds uitgegeven maar nog niet in de eerste markt opgenomen aandelen van eenzelfde categorie;

6° indien de aanvraag tot opneming betrekking heeft op obligaties, ze slaat op alle nog niet in de eerste markt opgenomen obligaties van eenzelfde emissie;

7° de te verwachten beurswaarde van de aandelen waarvan de opneming in de eerste markt wordt aangevraagd of, indien deze niet kan worden geraamd, het eigen vermogen van de vennootschap inclusief de resultaten van het laatste boekjaar ten minste één miljoen ECU bedraagt;

8° indien de aanvraag tot opneming van obligaties betrekking heeft, de lening ten minste 200 000 ECU bedraagt;

9° de vennootschap die de aandelen heeft uitgegeven, haar jaarrekening over de drie boekjaren die aan de aanvraag tot opneming in de eerste markt zijn voorafgegaan, heeft gepubliceerd of gedeponneerd, overeenkomstig het recht dat op haar toepasselijk is;

10° de aandelen en obligaties in één of meer Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen regelmatig en doorlopend worden verhandeld, ofwel in een ander land worden genoteerd en er bovendien regelmatig en doorlopend worden verhandeld.

De aandelen die zijn uitgegeven door vennootschappen onderworpen aan de wetgeving van een Staat die geen lid is van de Europese Gemeenschappen en die in het land van herkomst of van voornaamste verspreiding niet zijn genoteerd, mogen slechts in de

la Bourse a l'assurance que l'absence de cotation dans le pays d'origine ou de diffusion principale n'est pas due à la nécessité de protéger les investisseurs.

Art. 14. Les certificats peuvent être inscrits au premier marché, à condition que :

1° les formalités et conditions prescrites par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales et par le présent arrêté soient accomplies par l'émetteur des certificats;

2° les certificats soient créés en représentation ou en contrepartie de valeurs mobilières d'une seule et même catégorie;

3° la situation juridique de l'émetteur des certificats, ainsi que de la société ou de la personne morale tierce émettrice d'actions ou obligations, soit conforme aux lois et règlements qui leur sont applicables, notamment en ce qui concerne leur constitution et leur fonctionnement statutaire;

4° les certificats et les actions et obligations émises par la société ou par la personne morale tierce, soient conformes aux lois et règlements;

5° les certificats soient librement négociables;

6° la demande d'inscription porte sur tous les certificats d'une même catégorie déjà émis, mais non encore inscrits au premier marché;

7° au cas où la demande d'inscription porte sur des certificats créés en représentation ou en contrepartie d'actions, les capitaux propres de la société émettrice des actions y compris les résultats du dernier exercice, s'élèvent au moins à un million d'ECU;

8° au cas où la demande d'inscription porte sur des certificats créés en représentation ou en contrepartie d'obligations, l'emprunt s'élève au moins à 200 000 ECU;

9° la société tierce émettrice d'actions ait publié ou déposé, conformément au droit qui la régit, ses comptes annuels relatifs aux trois exercices précédant la demande d'inscription au premier marché;

10° les certificats fassent l'objet de négociations régulières et suivies dans un ou plusieurs Etats membres des Communautés européennes;

11° l'émetteur des certificats offre des garanties suffisantes pour la protection des investisseurs.

Art. 15. La condition visée à l'article 13, alinéa 1er, 7° et à l'article 14, 7° ne doit pas être remplie au cas où la demande d'inscription porte sur une tranche d'actions ou certificats appartenant à une catégorie d'actions ou certificats déjà inscrits au premier marché.

La condition visée à l'article 13, alinéa 1er, 8° et à l'article 14, 8° ne doit pas être remplie au cas où la demande d'inscription porte sur des obligations qui font l'objet d'émission continue d'un emprunt dont le montant n'est pas fixé ou sur des certificats créés en représentation ou en contrepartie de pareilles obligations.

Art. 16. § 1er. La négociation régulière et suivie dont question à l'article 13, alinéa 1er, 10° et à l'article 14, 10°, est présumée réalisée lorsque soit les actions, les obligations ou les certificats sont cotés dans un ou plusieurs Etats membres des Communautés européennes, soit les actions, les obligations ou les certificats sont répartis dans le public à concurrence d'au moins 25 pour-cent du capital souscrit représenté par cette catégorie d'actions ou de certificats ou par cette émission d'obligations.

La Commission de la Bourse peut apprécier le caractère régulier et suivi d'une négociation sur base d'autres critères que ceux qui sont visés à l'alinéa 1er.

Lorsque les actions et certificats dont l'inscription au premier marché est demandée constituent une tranche supplémentaire d'une même catégorie d'actions ou de certificats, la Commission de la Bourse peut, afin d'apprécier si ces actions ou certificats font l'objet d'une négociation régulière et suivie, tenir compte de l'ensemble des actions ou certificats émis de cette catégorie.

§ 2. La condition visée à l'article 13, alinéa 1er, 10° et à l'article 14, 10° ne doit pas être remplie au cas où la diffusion dans le public des actions, obligations ou certificats dont question doit se faire exclusivement par l'intermédiaire de la Bourse de valeurs mobilières et à condition que pareille diffusion soit présumée se réaliser à bref délai.

Art. 17. § 1er. La Commission de la Bourse peut déroger à l'article 13, alinéa 1er, 5° et à l'article 14, 6°, à condition que :

1° les actions faisant partie de la catégorie dont question à l'article 13, alinéa 1er, 5° ou les certificats faisant partie de la catégorie dont question à l'article 14, 6°, mais ne faisant pas l'objet de la demande d'inscription, fassent partie de blocs destinés à maintenir

la première marché, en ce qui concerne leur constitution et leur fonctionnement statutaire;

2° les certificats soient créés en représentation ou en contrepartie de valeurs mobilières d'une seule et même catégorie;

3° la situation juridique de l'émetteur des certificats, ainsi que de la société ou de la personne morale tierce émettrice d'actions ou obligations, soit conforme aux lois et règlements qui leur sont applicables, notamment en ce qui concerne leur constitution et leur fonctionnement statutaire;

4° les certificats et les actions et obligations émises par la société ou par la personne morale tierce, soient conformes aux lois et règlements;

5° les certificats soient librement négociables;

6° la demande d'inscription porte sur tous les certificats d'une même catégorie déjà émis, mais non encore inscrits au premier marché;

7° au cas où la demande d'inscription porte sur des certificats créés en représentation ou en contrepartie d'actions, les capitaux propres de la société émettrice des actions y compris les résultats du dernier exercice, s'élèvent au moins à un million d'ECU;

8° au cas où la demande d'inscription porte sur des certificats créés en représentation ou en contrepartie d'obligations, l'emprunt s'élève au moins à 200 000 ECU;

9° la société tierce émettrice d'actions ait publié ou déposé, conformément au droit qui la régit, ses comptes annuels relatifs aux trois exercices précédant la demande d'inscription au premier marché;

10° les certificats fassent l'objet de négociations régulières et suivies dans un ou plusieurs Etats membres des Communautés européennes;

11° l'émetteur des certificats offre des garanties suffisantes pour la protection des investisseurs.

Art. 15. La condition visée à l'article 13, alinéa 1er, 7° et à l'article 14, 7° ne doit pas être remplie au cas où la demande d'inscription porte sur une tranche d'actions ou certificats appartenant à une catégorie d'actions ou certificats déjà inscrits au premier marché.

La condition visée à l'article 13, alinéa 1er, 8° et à l'article 14, 8° ne doit pas être remplie au cas où la demande d'inscription porte sur des obligations qui font l'objet d'émission continue d'un emprunt dont le montant n'est pas fixé ou sur des certificats créés en représentation ou en contrepartie de pareilles obligations.

Art. 16. § 1. De la négociation régulière et suivie dont question à l'article 13, alinéa 1er, 10° et à l'article 14, 10°, est présumée réalisée lorsque soit les actions, les obligations ou les certificats sont cotés dans un ou plusieurs Etats membres des Communautés européennes, soit les actions, les obligations ou les certificats sont répartis dans le public à concurrence d'au moins 25 pour-cent du capital souscrit représenté par cette catégorie d'actions ou de certificats ou par cette émission d'obligations.

La Commission de la Bourse peut apprécier le caractère régulier et suivi d'une négociation sur base d'autres critères que ceux qui sont visés à l'alinéa 1er.

Lorsque les actions et certificats dont l'inscription au premier marché est demandée constituent une tranche supplémentaire d'une même catégorie d'actions ou de certificats, la Commission de la Bourse peut, afin d'apprécier si ces actions ou certificats font l'objet d'une négociation régulière et suivie, tenir compte de l'ensemble des actions ou certificats émis de cette catégorie.

§ 2. La condition visée à l'article 13, alinéa 1er, 10° et à l'article 14, 10° ne doit pas être remplie au cas où la diffusion dans le public des actions, obligations ou certificats dont question doit se faire exclusivement par l'intermédiaire de la Bourse de valeurs mobilières et à condition que pareille diffusion soit présumée se réaliser à bref délai.

Art. 17. § 1er. La Commission de la Bourse peut déroger à l'article 13, alinéa 1er, 5° et à l'article 14, 6°, à condition que :

1° les actions faisant partie de la catégorie dont question à l'article 13, alinéa 1er, 5° ou les certificats faisant partie de la catégorie dont question à l'article 14, 6°, mais ne faisant pas l'objet de la demande d'inscription, fassent partie de blocs destinés à maintenir

la première marché, en ce qui concerne leur constitution et leur fonctionnement statutaire;

2° les certificats soient créés en représentation ou en contrepartie de valeurs mobilières d'une seule et même catégorie;

3° la situation juridique de l'émetteur des certificats, ainsi que de la société ou de la personne morale tierce émettrice d'actions ou obligations, soit conforme aux lois et règlements qui leur sont applicables, notamment en ce qui concerne leur constitution et leur fonctionnement statutaire;

4° les certificats et les actions et obligations émises par la société ou par la personne morale tierce, soient conformes aux lois et règlements;

5° les certificats soient librement négociables;

6° la demande d'inscription porte sur tous les certificats d'une même catégorie déjà émis, mais non encore inscrits au premier marché;

7° au cas où la demande d'inscription porte sur des certificats créés en représentation ou en contrepartie d'actions, les capitaux propres de la société émettrice des actions y compris les résultats du dernier exercice, s'élèvent au moins à un million d'ECU;

8° au cas où la demande d'inscription porte sur des certificats créés en représentation ou en contrepartie d'obligations, l'emprunt s'élève au moins à 200 000 ECU;

9° la société tierce émettrice d'actions ait publié ou déposé, conformément au droit qui la régit, ses comptes annuels relatifs aux trois exercices précédant la demande d'inscription au premier marché;

10° les certificats fassent l'objet de négociations régulières et suivies dans un ou plusieurs Etats membres des Communautés européennes;

11° l'émetteur des certificats offre des garanties suffisantes pour la protection des investisseurs.

le contrôle de la société ou ne soient pas négociables durant une période déterminée en vertu de conventions;

2° le public soit informé des situations visées au 1°;

3° les situations visées au 1° ne risquent pas de porter préjudice aux porteurs des actions ou des certificats qui font l'objet de la demande d'inscription.

§ 2. La Commission de la Bourse peut déroger à l'article 13, alinéa 1er, 7° et 8° et à l'article 14, 7° et 8°, lorsqu'elle a la garantie qu'un marché suffisant s'établira pour les actions, obligations ou certificats visés par ces dispositions.

§ 3. La Commission de la Bourse peut déroger à l'article 13, alinéa 1er, 9° et à l'article 14, 9°, lorsqu'une telle dérogation est souhaitable dans l'intérêt de la société émettrice d'actions ou des investisseurs et qu'elle a l'assurance que les investisseurs disposent des informations nécessaires pour se former un jugement fondé sur la société et sur les actions émises par elle.

§ 4. Par dérogation à ce qui est prévu à l'article 13, alinéa 1er, 3° et à l'article 14, 5° relatif à la libre négociabilité des actions, obligations et certificats, la Commission de la Bourse peut assimiler aux actions, obligations ou certificats librement négociables les actions, obligations ou certificats non entièrement libérés, lorsque la négociabilité de ces actions, obligations ou certificats n'est pas entravée et lorsque la transparence des transactions est assurée par une information adéquate du public.

A l'égard des actions et certificats dont l'acquisition est soumise à un agrément, la Commission de la Bourse ne peut autoriser la dérogation visée à l'alinéa 1er que si l'usage de la clause d'agrément n'est pas de nature à perturber le marché.

§ 5. Les dérogations que la Commission de la Bourse autorise conformément aux paragraphes précédents, sont d'application générale pour les émetteurs lorsque les circonstances qui les justifient sont similaires.

Art. 18. Les parts peuvent être inscrites au premier marché, pour autant que la société de gestion du fonds commun de placement établisse qu'elle respecte les dispositions légales et réglementaires belges ou étrangères auxquelles elle est assujettie.

Art. 19. § 1er. Sauf dérogation accordée par le Ministre des Finances, aucune valeur mobilière belge ou aucune obligation étrangère émise exclusivement en Belgique n'est inscrite au premier marché s'il n'est pas répondu aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1949, relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés et, en outre, aux conditions de forme ci-après :

1° les valeurs mobilières doivent être imprimées. Le manteau est de 320 mm de hauteur et de 220 mm de largeur, étant entendu que pour le manteau auquel est attachée une feuille de 7 coupons ou moins, la hauteur peut être ramenée à 230 mm. La feuille de coupons se trouve à droite du recto du manteau. Elle est de même hauteur que le manteau, a un maximum 220 mm de largeur et contient au maximum 30 coupons, dont les dimensions n'excèdent pas 30 mm de hauteur et 70 mm de largeur, à l'exclusion des blancs. La tolérance maximum des dimensions est fixée à 1 %;

2° en ce qui concerne les obligations avec droit de souscription, le coupon dénommé warrant et représentant le droit de souscription, est placé sur une feuille se trouvant à gauche du manteau de même hauteur que celui-ci, mais plus étroite de 15 mm. Le format minimum d'un warrant est de 70 mm sur 190 mm, à l'exclusion des blancs. Le warrant est de même multiple que l'obligation à laquelle il est rattaché;

3° aux warrants non attachés à des obligations s'appliquent les prescriptions relatives aux dimensions des manteaux de valeurs mobilières telles que prévues au 1°;

4° les warrants, attachés ou non à des obligations, mentionnent le nom de l'émetteur; si ce dernier n'est pas l'émetteur des actions auxquelles les warrants donnent droit d'inscription, ils mentionnent également le nom de l'émetteur de ces actions;

5° le tiers inférieur du verso du manteau est laissé en blanc pour l'apposition ultérieure des estampilles;

6° les deux faces de la feuille de coupons sont exemptes de toute zone non imprimée d'un format égal ou supérieur à 25 mm sur 65 mm;

7° le manteau des obligations indique de façon lisible la valeur nominale, le taux d'intérêt, l'année d'émission, l'année de remboursement et, s'il diffère de la valeur nominale, le prix de remboursement ainsi que, le cas échéant, les conditions d'exercice du droit de souscription;

zijn om de zeggenschap over de vennootschap te behouden of krachtens overeenkomsten gedurende een bepaalde periode niet verhandelbaar zijn;

2° het publiek van de in de 1° beoogde situaties op de hoogte is;

3° de houders van de aandelen of certificaten waarvoor de opening wordt aangevraagd, geen schade kunnen ondervinden van de in de 1° beoogde situaties.

§ 2. De Beurscommissie mag afwijken van artikel 13, eerste lid, 7° en 8° en van artikel 14, 7° en 8°, indien ze er van verzekerd is dat voor de in deze bepalingen bedoelde aandelen, obligaties of certificaten een voldoende markt tot stand zal komen.

§ 3. De Beurscommissie mag afwijken van artikel 13, eerste lid, 9° en van artikel 14, 9°, wanneer zulks gewenst is in het belang van de vennootschap die de aandelen heeft uitgegeven of van de beleggers en wanneer ze ervan verzekerd is dat de beleggers over de nodige informatie beschikken om zich een gefundeerd oordeel te vormen over de vennootschap en over de door haar uitgegeven aandelen.

§ 4. In afwijking van hetgeen in artikel 13, eerste lid, 3° en artikel 14, 5° is bepaald betreffende de vrije verhandelbaarheid van aandelen, obligaties en certificaten, mag de Beurscommissie niet-volgestorte aandelen, obligaties of certificaten met vrij verhandelbare aandelen, obligaties of certificaten gelijkstellen, wanneer de verhandelbaarheid van deze aandelen, obligaties of certificaten niet wordt belemmerd en wanneer de doorzichtigheid van de transacties wordt gewaarborgd door een passende voorlichting van het publiek.

Ten aanzien van aandelen en certificaten voor de verwerving waarvan een goedkeuring is vereist, mag de Beurscommissie de in het eerste lid bedoelde afwijking alleen toestaan indien het gebruik van de goedkeuringsclausule geen verstoring van de markt kan meebrengen.

§ 5. De afwijkingen die de Beurscommissie overeenkomstig de vorige paragrafen toestaat, moeten algemeen toepasselijk zijn voor alle uitgevende instellingen voor zover de omstandigheden uit hoofde waarvan zij worden toegestaan gelijksoortig zijn.

Art. 18. De rechten van deelneming kunnen in de eerste markt worden opgenomen voor zover de beheersvennootschap van het gemeenschappelijk beleggingsfonds, bewijst dat zij de Belgische en buitenlandse wets- en verordeningsbepalingen die op haar van toepassing zijn, naleeft.

Art. 19. § 1. Behoudens door de Minister van Financiën verleende afwijking wordt geen Belgisch effect of geen vreemde obligatie die uitsluitend in België wordt uitgegeven in de eerste markt opgenomen, indien niet wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 4 van het besluit van de Regent van 17 januari 1949 betreffende het van onwaarde maken van de niet aangegeven Belgische effecten aan toonder en, daarenboven, aan de hierna volgende vormvereisten :

1° de effecten moeten worden gedrukt. De mantel is 320 mm hoog en 220 mm breed, met dien verstande dat de hoogte van de mantel waaraan een couponblad met 7 coupons of minder is gehecht, mag worden herleid tot 230 mm. Het couponblad bevindt zich rechts van de voorzijde van de mantel. Het couponblad heeft dezelfde hoogte als de mantel, is maximum 220 mm breed en bevat niet meer dan 30 coupons. De coupons zijn maximum 30 mm hoog en 70 mm breed, de blanco randen niet inbegrepen. De grootste toegestane afwijking van de afmetingen bedraagt 1 %;

2° wat de obligaties met inschrijvingsrecht betreft, wordt de coupon die warrant wordt genoemd en die het inschrijvingsrecht vertegenwoordigt afgedrukt op een blad dat zich links van de mantel bevindt en dat dezelfde hoogte heeft als deze laatste, doch dat 15 mm smaller is. De afmetingen van een warrant bedragen minimum 70 mm bij 190 mm, de blanco randen niet inbegrepen. De coupure van de warrant is dezelfde als deze van de obligatie waaraan de warrant is gehecht;

3° op de warrants die niet aan obligaties zijn gehecht, zijn de in de 1° bepaalde voorschriften inzake de afmetingen van de mantels van effecten van toepassing;

4° de warrants, al dan niet aan obligaties gehecht, vermelden de naam van de uitgevende instelling; indien deze laatste niet de uitgevende instelling is van de aandelen waarop de warrants inschrijvingsrecht geven, vermelden ze tevens de naam van de uitgevende instelling van deze aandelen;

5° een derde van de onderkant van de keerzijde van de mantel blijft onbedrukt met het oog op de latere aanbrenging van de stem-pels;

6° de twee keerzijden van het couponblad mogen geen onbedrukte zone hebben met een afmeting van 25 mm bij 65 mm of meer;

7° de mantel van de obligaties vermeldt duidelijk leesbaar de nominale waarde, de intrestvoet, het jaar van uitgifte, het jaar van terugbetaling en zo deze verschilt van de nominale waarde, de terugbetalingsprijs en ook, in voorkomend geval, de voorwaarden voor de uitoefening van het inschrijvingsrecht;

8° les coupons d'actions ne peuvent porter de millésime; ceux des obligations indiquent de façon lisible leur montant nominal, la date de leur échéance, le taux d'intérêt et l'année d'émission de l'emprunt;

9° le nom de l'imprimeur et l'année d'impression de la valeur mobilière figurent sur la partie inférieure du recto du manteau;

10° il est établi une seule numérotation pour l'ensemble des valeurs mobilières d'une même catégorie. Les valeurs mobilières multiples éventuelles portent les numéros de toutes les valeurs mobilières unitaires qu'elles représentent. Au cas où les valeurs mobilières multiples sont identifiées par le biais d'une ligne de lecture optique, elles doivent uniquement porter le premier numéro des valeurs mobilières unitaires représentées;

11° les numéros des valeurs mobilières apparaissent lisiblement sur le manteau et sur chaque coupon, en laissant une marge de minimum 5 mm du côté droit et du côté gauche du coupon. Les numéros sont imprimés uniquement de façon typographique;

12° le numéro d'ordre des coupons apparaît lisiblement en haut à droite et en bas à gauche. Le numéro d'ordre du dernier coupon d'actions et de certificats est 30 ou un multiple de 30. Les coupons sont numérotés de bas en haut commençant par la droite. Le dernier coupon est imprimé en haut à gauche de la feuille de coupons;

13° toute valeur mobilière est individualisée par un code d'identification SVM ou ISIN ou par ces deux codes d'identification;

14° au cas où le code ISIN est imprimé sur le manteau d'une valeur mobilière d'un format de 320 mm sur 220 mm, les valeurs mobilières sont pourvues d'une bande blanche de 9 mm de large, dont le bord supérieur est situé à 45 mm du bord supérieur du papier et traversant la valeur mobilière horizontalement du bord intérieur gauche du cadre au bord intérieur droit du cadre. Le premier caractère du code ISIN est imprimé à 120 mm du bord extérieur gauche du manteau;

15° les valeurs mobilières d'une même société, mais de catégories différentes, ou les valeurs mobilières multiples et unitaires d'une même catégorie sont, au moins au niveau du cadre, de couleur différente; il en est de même pour les valeurs mobilières nouvelles par rapport aux valeurs mobilières anciennes qu'elles remplacent, pour autant que le code SVM ou ISIN soit différent;

16° les cadres sont monochromes ou polychromes; ils sont propres à l'imprimeur ou à l'émetteur;

17° toutes les parties d'une valeur mobilière sont imprimées sur un support en papier d'une pièce. Le recouppement implique l'impression de la totalité de la valeur mobilière;

18° les valeurs mobilières sont imprimées sur du papier répondant aux conditions suivantes, mesuré dans des conditions standard de 50 % d'humidité relative et d'une température de 23 °C :

a) grammage métrique : 100 g/m² avec une tolérance de 5 % en plus ou en moins;

b) composition de la pâte : au moins 50 % de chiffons et sans bois;

c) longueur de rupture : au moins 3 000 mètres dans le sens le plus faible;

d) résistance au plis : au moins 150 doubles plis (échelle Schopper) dans le sens le plus faible;

e) résistance de la lumière : 4 (dans l'échelle des laines);

f) le papier est muni d'un filigrane clair-ombré en semis, non répandu dans le commerce et réservé exclusivement à l'impression du papier-valeur et propre à l'imprimeur ou à l'émetteur. En outre, l'ensemble des valeurs mobilières appartenant à une même émission est imprimé sur un papier présentant le même filigrane. Le filigrane est d'un clair-ombré véritable; il est de qualité régulière, détaillé et visible à plat sur les deux faces; il apparaît dans chaque manteau et partiellement dans toutes les autres parties de la valeur mobilière;

g) le papier est coloré dans la masse dans une couleur de dominante bleue, rouge ou jaune. Il contient des réactions chimiques. Il peut contenir des chinages visibles ou des planchettes ainsi que d'autres éléments de nature à renforcer la prévention de la contrefaçon ou de la falsification. Tous ces éléments sont inclus lors de la fabrication du papier;

19° les valeurs mobilières présentent sous éclairage ultra-violet une réaction de fluorescence. Cette fluorescence peut être apportée, soit par incorporation au papier au moment de sa fabrication, soit par impression. Dans le cas d'incorporation de chinages, la longueur minimum des fibres est de 5 mm et le nombre minimal est de 30 par dm². Le nombre minimal de planchettes est de 10 par dm².

20° les dessins originaux des valeurs mobilières sont constitués de guillochis, c'est-à-dire d'ensembles graphiques constitués de lignes courbes positives ou négatives de haute qualité et obéissant à des fonctions mathématiques complexes. La présence de tramés dans les guillochis est absolument prohibée;

8° de coupons van aandelen mogen geen jaartal vermelden; deze van obligaties vermelden duidelijk leesbaar het nominale bedrag, de vervaldatum, de intrestvoet en het uitgiftejaar van de lening;

9° de naam van de drukker en het jaar waarin het effect gedrukt is, worden onderaan op de rectozijde van de mantel vermeld;

10° er wordt één enkele nummering gebruikt voor het geheel van de effecten van eenzelfde categorie. De eventuele veelvoudige effecten dragen de nummers van alle enkelvoudige effecten die ze vertegenwoordigen. Wanneer de veelvoudige effecten worden geïdentificeerd aan de hand van een lijn voor optische lezing, dragen ze slechts het eerste nummer van de vertegenwoordigde enkelvoudige effecten;

11° de nummers van de effecten zijn duidelijk leesbaar aangebracht op de mantel en op elke coupon, met een minimummarge — links en rechts — van 5 mm tegenover de rand van de coupon. Deze nummers worden uitsluitend op typografische wijze gedrukt;

12° het volgnummer van de coupons is duidelijk leesbaar aangebracht bovenaan rechts en onderaan links. Het volgnummer van de laatste coupon van aandelen en certificaten is 30 of een veelvoud van 30. De coupons zijn genummerd van beneden naar boven, te beginnen aan de rechterzijde. De laatste coupon is afgedrukt bovenaan links van het couponblad;

13° elk effect is geïndividualiseerd door één identificeringscode SRW of ISIN of door deze beide identificeringscodes;

14° in het geval dat de ISIN-code afgedrukt is op de mantel van een effect waarvan de afmetingen 320 mm bij 220 mm bedragen, hebben de effecten een witte band van 9 mm breed waarvan de bovenzijde zich op 45 mm van de bovenrand van het papier bevindt en die horizontaal over het effect loopt van de linkerbinnenzijde van het kader naar de rechterbinnenzijde van het kader. Het eerste letterteken van de ISIN-code is afgedrukt op 120 mm vanaf de linkerbuitenrand van de mantel;

15° de effecten van eenzelfde vennootschap, maar van verschillende categorieën of veelvoudige en enkelvoudige effecten van eenzelfde categorie, hebben ten minste wat het kader betreft een verschillende kleur; dit is eveneens het geval voor nieuwe effecten ten opzichte van de vroegere effecten die zij vervangen, voor zover de SRW of ISIN-code verschillend is;

16° de kaders zijn één- of meerkleurig; ze zijn eigendom van de drukker of de uitgevende instelling;

17° alle delen van een effect zijn samen afgedrukt op een vel papier uit één stuk. Het vernieuwen van het couponblad gaat gepaard met een volledige herdruk van het effect;

18° de effecten zijn gedrukt op papier dat beantwoordt aan volgende gegevens, gemeten bij standaardvoorwaarden, zijnde een relatieve vochtigheidsgraad van 50 % en een temperatuur van 23 °C :

a) gramgewicht : 100 g/m² met een tolerantie van 5 % in plus of in min;

b) samenstelling van de papierpulp : ten minste 50 % lomp en zonder hout;

c) breeklengthe : minimum 3 000 meter in de zwakste richting;

d) vouwweerstand : ten minste 150 dubbele vouwen (Schopper-schaal) in de zwakste richting;

e) lichtechtheid : 4 (op de wolschaal);

f) het papier vertoont een licht- en schaduwwatermerk in strooi-patroon, dat niet in de handel verkrijgbaar is en uitsluitend wordt gebruikt voor het drukken van waardepapier en eigendom is van de drukker of van de uitgevende instelling. Bovendien is het geheel van de effecten die behoren tot eenzelfde uitgifte gedrukt op papier met hetzelfde watermerk. Het is een echt licht- en schaduwwatermerk van regelmatige kwaliteit, fijn uitgewerkt en vlak aan beide zijden zichtbaar; het watermerk komt voor op elke mantel en gedeeltelijk op al de andere delen van het effect;

g) het papier is gekleurd in de massa in een kleur met overwegend blauw, rood of geel. Het bezit chemische reacties. Het mag zichtbaar gechineerd zijn of plankjesmotieven vertonen of nog andere eigenschappen die van aard zijn namaak of vervalsing te voorkomen. Al deze bestanddelen zijn bij de fabricatie van het papier aangebracht;

19° de effecten vertonen onder ultra-violet belichting een fluorescentie. Die fluorescentie kan aangebracht worden hetzij bij de fabricatie van het papier, hetzij bij het drukken. In geval van chinage zijn de vezels minimaal 5 mm lang en bedraagt hun aantal minimum 30 per dm². Het aantal plankjesmotieven bedraagt minimum 10 per dm².

20° de originele tekeningen van de effecten zijn samengesteld uit guilloches, namelijk grafische motieven samengesteld uit positieve of negatieve kromme lijnen van hoogwaardige kwaliteit en die beantwoorden aan ingewikkelde mathematische functies. De aanwezigheid van rasterspunten in de guilloches is ten strengste verboden;

21° les fonds de sécurité sont au moins au nombre de deux; ces différents fonds de sécurité sont de couleurs différentes, entrelacés et imprimés chacun avec une forme d'impression différente.

Par dérogation à l'alinéa 1er, les actions provenant d'une augmentation de capital d'une société, doivent être semblables aux actions de cette société déjà inscrites au premier marché.

Par dérogation à l'alinéa 1er, 1°, la feuille de coupons des certificats au porteur donnant lieu habituellement à l'attribution d'un dividende mensuel ou trimestriel contient au maximum 60 coupons, soit deux feuilles de coupons juxtaposées comme défini ci-avant.

La mention du taux d'intérêt visée à l'alinéa 1er, 7° est remplacée par celle :

a) de la différence entre le prix d'émission et le prix de remboursement, lorsqu'il s'agit d'obligations à coupons zéro;

b) des critères permettant de déterminer le taux d'intérêt, lorsqu'il s'agit d'obligations à taux d'intérêt variable.

Par dérogation à l'alinéa 1er, 20° et 21°, une zone particulière des fonds de sécurité, représentant au maximum un tiers de la surface, peut être constituée d'autres dessins originaux que des guillemets, y compris des tramés, notamment au cas où le motif ou le logotype identifiant l'émetteur est intégré à la valeur mobilière.

Les spécimens sont clairement identifiés comme tels et portent comme numéro une série complète de « 0 ».

§ 2. Sans préjudice de l'application du § 1er relatif aux obligations étrangères émises exclusivement en Belgique, il est nécessaire et suffisant, pour l'inscription au premier marché de valeurs mobilières émises par des sociétés ou des personnes morales qui sont ressortissantes d'un Etat membre des Communautés européennes, que leur présentation matérielle réponde aux normes en vigueur dans cet Etat membre.

Sans préjudice de l'application du § 1er relatif aux obligations étrangères émises exclusivement en Belgique, il est nécessaire pour l'inscription au premier marché de valeurs mobilières émises par des sociétés ou des personnes morales qui ne sont pas ressortissantes d'un Etat membre des Communautés européennes que :

1° les coupons des valeurs mobilières au porteur mentionnent l'indication de l'exercice auquel ils se rapportent ou soient numérotés;

2° les certificats mentionnent le nombre et la nature des valeurs mobilières qu'ils représentent ou dont ils sont la contrepartie;

3° les coupons des certificats au porteur mentionnent, outre le numéro du certificat, un numéro d'ordre;

4° la présentation matérielle des valeurs mobilières offre les garanties suffisantes pour la protection de l'investisseur et réponde aux exigences d'une négociation aisée.

§ 3. Par dérogation à ce qui est prévu aux §§ 1er et 2, il est suffisant pour des euro-obligations que leur présentation matérielle réponde aux recommandations applicables au niveau international annexées au présent arrêté. Pour des euro-obligations belges, il est en outre nécessaire qu'il soit répondu aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du Régent du 17 janvier 1940, relatif à l'annulation des titres belges au porteur non déclarés.

§ 4. Lors de l'inscription au premier marché des valeurs mobilières visées au § 2, la Commission de la Bourse porte à la connaissance du public que leur présentation matérielle diffère de celle des valeurs mobilières belges.

Lors de l'inscription du premier marché des euro-obligations visées au § 3, la Commission de la Bourse porte à la connaissance du public que leur présentation matérielle réponde aux recommandations applicables au niveau international dont question au § 3.

§ 5. Les mêmes prescriptions et conditions sont applicables aux valeurs mobilières destinées à remplacer celles qui sont inscrites au premier marché.

Art. 20. Dans le seul but de protéger l'épargne, la Commission de la Bourse peut subordonner l'inscription au premier marché d'une valeur mobilière déterminée à toute condition qui lui soit particulière.

Elle notifie cette décision au demandeur en inscription, à l'émetteur des valeurs mobilières qui font l'objet de la demande, ou à la société de gestion du fonds commun de placement dont les parts font l'objet de la demande, dans la forme et le délai prescrits par l'article 10, alinéa 1er.

Art. 21. La Commission de la Bourse peut refuser l'inscription d'une valeur mobilière au premier marché, lorsqu'elle estime que l'inscription peut porter préjudice à l'investisseur ou au bon fonc-

21° er zijn minstens twee veiligheidsondergronden over elkaar aangebracht in een verschillende kleur. Elke veiligheidsondergrond is met een verschillende drukvorm gedrukt.

In afwijking van het eerste lid, dienen de aandelen die voortkomen uit de kapitaalverhoging van een vennootschap gelijkvormig te zijn aan de aandelen van deze vennootschap die reeds in de eerste markt zijn opgenomen.

In afwijking van het eerste lid, 1°, mag het couponblad van certificaten aan toonder die aanleiding geven tot de toekenning van een maandelijks of driemaandelijks dividend, maximum 60 coupons bevatten, te weten twee naast elkaar geplaatste couponbladen zoals hoger bepaald.

De vermelding van de intrestvoet bedoeld in het eerste lid, 7° wordt vervangen door die van :

a) het verschil tussen de uitgifte- en de terugbetalingsprijs, indien het gaat om nulcouponobligaties;

b) de criteria die het mogelijk maken de intrestvoet te bepalen, indien het gaat om obligaties met variabele rente.

In afwijking van het eerste lid, 20° en 21°, mag een bijzondere zone van de veiligheidsondergronden, die maximaal een derde van de oppervlakte beslaat, gevormd zijn aan de hand van een andere originele tekening dan guillemets met inbegrip van rasterpunten, inzonderheid wanneer het motief of het logo ter identificering van de uitgevende instelling in het effect verwerkt wordt.

Specimens zijn als dusdanig duidelijk herkenbaar en dragen een hele reeks « 0 » als nummer.

§ 2. Onverminderd hetgeen in § 1 ten aanzien van de uitsluitend in België uitgegeven vreemde obligaties is bepaald, is het voor de opneming in de eerste markt van effecten die zijn uitgegeven door vennootschappen of rechtspersonen die zijn onderworpen aan de wetgeving van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, noodzakelijk en voldoende dat hun materiële vorm beantwoordt aan de in deze Lid-Staat geldende normen.

Onverminderd hetgeen in § 1 ten aanzien van de uitsluitend in België uitgegeven vreemde obligaties is bepaald, is het voor de opneming in de eerste markt van effecten die zijn uitgegeven door vennootschappen of rechtspersonen die niet zijn onderworpen aan de wetgeving van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen noodzakelijk dat :

1° de coupons van de effecten aan toonder het boekjaar vermelden waarop zij betrekking hebben of genummerd zijn;

2° de certificaten het aantal en de aard vermelden van de effecten die zij vertegenwoordigen of waarvan zij de tegenwaarde zijn;

3° de coupons van de certificaten aan toonder benevens het nummer van het certificaat, een volgnummer vermelden;

4° de materiële vorm van de effecten de vereiste waarborgen biedt voor de bescherming van de belegger en voldoet aan de praktische eisen van een vlotte verhandeling.

§ 3. In afwijking van hetgeen bepaald is in de §§ 1 en 2, is het voor euro-obligaties voldoende dat hun materiële vorm beantwoordt aan de internationaal toepasselijke aanbevelingen die bij dit besluit zijn gevoegd. Voor Belgische euro-obligaties is het daarenboven noodzakelijk dat er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 4 van het besluit van de Regent van 17 januari 1949 betreffende het van onwaarde maken van de niet aangegeven Belgische effecten aan toonder.

§ 4. Bij de opneming in de eerste markt van de in § 2 bedoelde effecten maakt de Beurscommissie bekend dat hun materiële vorm verschilt van die der Belgische effecten.

Bij de opneming in de eerste markt van de in § 3 bedoelde euro-obligaties maakt de Beurscommissie bekend dat hun materiële vorm beantwoordt aan de internationaal toepasselijke aanbevelingen bedoeld in § 3.

§ 5. Dezelfde voorschriften en voorwaarden zijn van toepassing op de effecten, die bestemd zijn om deze te vervangen die in de eerste markt zijn opgenomen.

Art. 20. Alleen ter bescherming van het spaarwezen, kan de Beurscommissie de opneming in de eerste markt van een bepaald effect verbinden aan welke voorwaarde dan ook die specifiek is voor dat effect.

Zij brengt die beslissing in de vorm en binnen de door artikel 10, eerste lid voorgeschreven termijn ter kennis van degene die de opneming in de eerste markt aanvraagt, van de uitgevende instelling van de effecten die het voorwerp zijn van de aanvraag of van de beheersvennootschap van het gemeenschappelijk beleggingsfonds waarvan de rechten van deelneming het voorwerp zijn van de aanvraag.

Art. 21. De Beurscommissie mag de opneming van een effect in de eerste markt weigeren, wanneer zij meent dat die opneming nadelig kan zijn voor de belegger of voor de goede werking van de markt of

tionnement du marché, ou lorsque l'émetteur des valeurs mobilières qui font l'objet de la demande d'inscription, ou la société de gestion du fonds commun de placement dont les parts font l'objet de la demande d'admission, ne respectent pas les obligations résultant de l'inscription de ces valeurs mobilières au premier marché d'une autre bourse de valeurs mobilières ou leur admission à la cote officielle d'une autre bourse de valeurs mobilières située ou opérant à l'étranger.

CHAPITRE II. — Obligations des émetteurs des valeurs mobilières inscrites au premier marché et des sociétés de gestion de fonds communs de placement dont les parts sont inscrites au premier marché

Art. 22. § 1er. Les émetteurs d'actions ou obligations inscrites au premier marché, doivent :

1° informer la Commission de la Bourse le plus rapidement possible et au plus tard au moment où ils informent les porteurs d'actions ou d'obligations :

a) de tous les changements intervenus dans leurs statuts et leur vie sociale;

b) avant l'échéance, de toute attribution annoncée contre remise de coupons;

c) préalablement, de toute régularisation;

d) des coupons déclarés sans valeur;

e) annuellement, le cas échéant, de l'état de la liquidation de l'émetteur, avec la mention des causes qui ont empêché la liquidation d'être terminée;

f) des modifications dans les droits attachés aux différentes catégories d'actions et d'obligations;

2° adresser à la Commission de la Bourse :

a) leurs rapports annuels et intérimaires, bilans et comptes de résultats;

b) trente jours avant un tirage, l'annonce de celui-ci;

c) au plus tard quinze jours après les tirages d'amortissement, une liste récapitulative, par ordre numérique, de toutes les valeurs mobilières déjà tirées au sort et non présentées au paiement, en indiquant, en regard de chaque numéro sorti, l'année du tirage correspondant.

§ 2. Les émetteurs des certificats d'actions ou d'obligations doivent, en outre :

1° informer la Commission de la Bourse le plus rapidement possible et au plus tard au moment où ils informent les porteurs de certificats :

a) des modifications intervenues dans les statuts et la vie sociale des sociétés ou personnes morales tierces émettrices d'actions ou obligations;

b) des modifications dans les droits attachés aux différentes catégories d'actions et obligations émises par les sociétés ou personnes morales tierces;

c) annuellement, le cas échéant, de l'état de la liquidation des sociétés ou personnes morales tierces émettrices d'actions ou obligations avec la mention des causes qui ont empêché la liquidation d'être terminée;

2° adresser à la Commission de la Bourse tous rapports annuels et intérimaires, bilans et comptes de profits et pertes des sociétés ou personnes morales tierces émettrices d'actions ou obligations.

§ 3. Lorsque l'inscription au premier marché a été demandée par une personne autre que l'émetteur, il appartient à cette personne de faire les communications prévues aux §§ 1er et 2.

Art. 23. Les sociétés de gestion de fonds communs de placement dont les parts sont inscrites au premier marché, doivent :

1° informer la Commission de la Bourse le plus rapidement possible, et au plus tard au moment où ils informent les porteurs de parts :

a) de toutes les modifications apportées au règlement de gestion du fonds commun de placement qu'elles gèrent;

b) avant l'échéance, de toute attribution annoncée contre remise de coupons;

c) préalablement, de toute régularisation;

2° adresser à la Commission de la Bourse :

a) annuellement, les bilans et comptes de profits et pertes de la société de gestion, les comptes du ou des fonds gérés;

b) les rapports annuels et semestriels visés aux articles 129, § 1er et 138 de la loi;

c) d'une manière générale, toute documentation faisant l'objet d'une publication quelconque.

wanneer de uitgevende instelling van de effecten die het voorwerp zijn van de aanvraag tot opnemings van de beheersvennootschap van een gemeenschappelijk beleggingsfonds waarvan de rechten van deelneming het voorwerp zijn van de aanvraag tot opnemings, de verplichtingen die voortkomen uit de opnemings van die effecten in de eerste markt van een andere effectenbeurs of hun toelating tot de officiële notering van een in het buitenland gelegen of werkzame effectenbeurs, niet nakomen.

HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van uitgevende instellingen van in de eerste markt opgenomen effecten en van beheersvennootschappen van gemeenschappelijke beleggingsfondsen waarvan de rechten van deelneming in de eerste markt opgenomen zijn

Art. 22. § 1. De uitgevende instellingen van in de eerste markt opgenomen aandelen of obligaties moeten :

1° aan de Beurscommissie zo spoedig mogelijk en ten laatste op het ogenblik dat zij de houders van aandelen of obligaties inlichten, kennis geven :

a) van alle wijzigingen die zich in hun statuten en in hun maatschappelijk bestaan hebben voorgedaan;

b) vóór de vervaldag, van iedere aangekondigde uitkering tegen afgifte van coupons;

c) voorafgaandelijk, van elke regularisatie;

d) van de waardeloos verklaarde coupons;

e) jaarlijks, in voorkomend geval, van de staat der vereffening van de uitgevende instelling, met opgave van de redenen die het beëindigen van de vereffening verhinderd hebben;

f) van de wijzigingen in de aan de verschillende categorieën van aandelen en obligaties verbonden rechten;

2° aan de Beurscommissie zenden :

a) hun jaarlijkse en tussentijdse verslagen, balansen en resultatenrekeningen;

b) dertig dagen voor een trekking plaatsheeft, de aankondiging ervan;

c) ten laatste vijftien dagen na de aflossingstrekkings, een verzaamelstaat van alle, volgens hun nummer gerangschikte, reeds uitgelote effecten die nog niet ter betaling aangeboden werden, met opgave tegenover ieder uitgeloot nummer, van het jaar van de overeenkomstige uitloting.

§ 2. De instellingen die de certificaten van aandelen of van obligaties hebben uitgegeven, moeten bovendien :

1° aan de Beurscommissie zo spoedig mogelijk en ten laatste op het ogenblik dat zij de houders van certificaten inlichten, kennis geven :

a) van de wijzigingen die zijn ingetreden in de statuten en in het maatschappelijk bestaan van de derde vennootschappen of rechtspersonen die de aandelen of obligaties hebben uitgegeven;

b) van de wijzigingen in de rechten die zijn verbonden aan de verschillende categorieën van aandelen en obligaties, die door de derde vennootschappen of rechtspersonen zijn uitgegeven;

c) jaarlijks, in voorkomend geval, van de staat der vereffening van de derde vennootschappen of rechtspersonen die de aandelen of obligaties hebben uitgegeven, met opgave van de redenen die het beëindigen van de vereffening verhinderd hebben;

2° aan de Beurscommissie alle jaarlijkse en tussentijdse verslagen, balansen en winst- en verliesrekeningen van de derde vennootschappen of rechtspersonen die de aandelen of obligaties hebben uitgegeven, zenden.

§ 3. Vraagt een andere persoon dan de uitgevende instelling de opnemings in de eerste markt, dan moet die persoon de in de §§ 1 en 2 voorgeschreven mededelingen doen.

Art. 23. De beheersvennootschappen van gemeenschappelijke beleggingsfondsen waarvan de rechten van deelneming in de eerste markt zijn opgenomen, moeten :

1° aan de Beurscommissie zo spoedig mogelijk en ten laatste op het ogenblik dat zij de houders van rechten van deelneming inlichten, kennis geven :

a) van alle wijzigingen aangebracht in het beheersreglement van het gemeenschappelijk beleggingsfonds dat zij beheren;

b) vóór de vervaldag, van iedere aangekondigde uitkering tegen afgifte van coupons;

c) voorafgaandelijk, van elke regularisatie;

2° aan de Beurscommissie zenden :

a) jaarlijks, de balansen en de winst- en verliesrekeningen van de beheersvennootschap, de rekeningen van het of de beheerde fondsen;

b) de jaarlijkse en halfjaarlijkse verslagen beoogd in de artikels 129, § 1 en 138 van de wet;

c) over het algemeen iedere documentatie die op één of andere wijze wordt gepubliceerd.

Art. 24. § 1er. La personne qui demande l'inscription de valeurs mobilières au premier marché de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles est redevable de 100 000 francs à la Commission de la Bourse concernée, au cas où aucune valeur mobilière du même type n'est déjà inscrite au premier marché.

La personne qui demande l'inscription de valeurs mobilières au premier marché de la Bourse de valeurs mobilières d'Anvers est redevable de 25 000 francs à la Commission de la Bourse concernée. Toutefois, cette rémunération n'est pas due au cas où, pendant les douze mois précédant la demande, une autre demande a été introduite afin d'inscrire au premier marché des valeurs mobilières du même émetteur.

La rémunération établie par les alinéas 1er et 2 est acquittée dans le mois de l'introduction de la demande.

§ 2. Les émetteurs belges, dont des valeurs mobilières sont inscrites à leur demande au premier marché de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, sont tenus de payer une redevance annuelle.

Cette redevance est de 100 000 francs, majorée des montants calculés de la manière suivante :

1° pour la tranche de la capitalisation boursière entre 5 000 001 francs et 1 000 000 000 de francs : 1/5 000;

2° pour la tranche de la capitalisation boursière entre 1 000 000 001 francs et 5 000 000 000 de francs : 1/10 000;

3° pour la tranche de la capitalisation boursière qui excède 5 000 000 000 de francs : 1/15 000.

Cette redevance ne peut excéder 5 000 000 de francs par émetteur.

La capitalisation boursière visée à l'alinéa 2 est obtenue en multipliant le nombre de valeurs mobilières émises, par leur dernier cours coté au marché au comptant de l'année qui précède.

Au cas où, dans le courant d'une année calendrier, des valeurs mobilières d'un émetteur belge sont inscrites pour la première fois au premier marché de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, cet émetteur est redevable *pro rata temporis* de la rémunération visée aux alinéas 1er, 2 et 3, étant entendu que la capitalisation boursière visée à l'alinéa 2 est obtenue en multipliant le nombre de valeurs mobilières émises, par leur cours qui sera coté au marché au comptant le 31 décembre de la même année calendrier. Dans le mois suivant l'inscription des valeurs mobilières au premier marché, l'émetteur paie une avance de 100 000 francs à la Commission de la Bourse. Dans le mois suivant la fin de cette année calendrier, il lui paie la différence entre la rémunération définitivement due et l'avance.

Les émetteurs étrangers dont des valeurs mobilières sont inscrites à leur demande au premier marché de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, sont tenus de payer une redevance annuelle de 100 000 francs.

Au cas où, dans le courant d'une année calendrier, des valeurs mobilières d'un émetteur étranger sont inscrites pour la première fois au premier marché de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles, cet émetteur est redevable *pro rata temporis* de la rémunération visée à l'alinéa 6.

Le Ministre des Finances peut adapter le montant de la redevance annuelle, ainsi que les tranches de la capitalisation boursière visées à l'alinéa 2.

La redevance annuelle est acquittée à une date déterminée par la Commission de la Bourse.

CHAPITRE III. — Mesures à l'égard des valeurs mobilières inscrites au premier marché et leurs émetteurs

Art. 25. A l'égard des valeurs mobilières inscrites au premier marché, la Commission de la Bourse prend, conformément au présent arrêté, toutes les mesures qu'elle juge nécessaires pour la protection de l'investisseur ou le bon fonctionnement du marché.

A cet effet, la Commission de la Bourse peut notamment suspendre la cotation au premier marché des valeurs mobilières qui cesseraient de remplir les conditions fixées par la loi ou par le présent arrêté, ou procéder à leur radiation du premier marché. Il en est de même lorsque l'émetteur des valeurs mobilières, ou la société de gestion du fonds commun de placement qui a émis les parts ne respecte pas les obligations fixées par la loi, par le présent arrêté ou par l'arrêté royal du 18 septembre 1990, relatif aux obligations découlant de l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume, ou ne se conforme pas aux recommandations que la Commission de la Bourse fait conformément au présent arrêté, dans l'intérêt de l'épargne.

Art. 24. § 1. De persoon die de opneming van effecten in de eerste markt van de Effectenbeurs van Brussel vraagt, is 100 000 frank aan de betrokken Beurscommissie verschuldigd, wanneer nog geen enkel effect van hetzelfde type in de eerste markt is opgenomen.

De persoon die de opneming van effecten in de eerste markt van de Effectenbeurs van Antwerpen vraagt, is 25 000 frank aan de betrokken Beurscommissie verschuldigd. Deze vergoeding is evenwel niet verschuldigd, indien tijdens de twaalf maanden die de aanvraag voorafgaan, reeds een andere aanvraag werd ingediend om effecten van dezelfde uitgevende instelling in de eerste markt op te nemen.

De vergoeding vastgesteld in het eerste en het tweede lid wordt vereffend binnen de maand na indiening van de aanvraag.

§ 2. De Belgische uitgevende instellingen waarvan op hun aanvraag effecten in de eerste markt van de Effectenbeurs van Brussel zijn opgenomen, zijn verplicht een jaarlijkse bijdrage te betalen.

Deze bijdrage bedraagt 100 000 frank, vermeerderd met de als volgt berekende bedragen :

1° voor de schijf van de beurswaarde tussen 5 000 001 frank en 1 000 000 000 frank : 1/5 000;

2° voor de schijf van de beurswaarde tussen 1 000 000 001 frank en 5 000 000 000 frank : 1/10 000;

3° voor de schijf van de beurswaarde die 5 000 000 000 frank overschrijft : 1/15 000.

Deze bijdrage mag 5 000 000 frank per uitgevende instelling niet overschrijden.

De in het tweede lid bedoelde beurswaarde wordt bekomen door het aantal uitgegeven effecten te vermenigvuldigen met hun laatste koers die tijdens het vorige jaar genoteerd werd op de kontantmarkt.

Wanneer in de loop van een kalenderjaar voor de eerste maal effecten van een Belgische uitgevende instelling in de eerste markt van de Effectenbeurs van Brussel worden opgenomen, is deze uitgevende instelling de in het eerste, tweede en derde lid bedoelde bijdrage *pro rata temporis* verschuldigd, met dien verstande dat de in het tweede lid bedoelde beurswaarde wordt bekomen door het aantal uitgegeven effecten te vermenigvuldigen met de koers die op 31 december van datzelfde kalenderjaar op de kontantmarkt zal worden genoteerd. Binnen de maand na opneming van de effecten in de eerste markt betaalt de uitgevende instelling een voorschot van 100 000 frank aan de Beurscommissie. Binnen de maand na afloop van dit kalenderjaar betaalt zij haar het verschil tussen de definitief verschuldigde vergoeding en het voorschot.

De buitenlandse uitgevende instellingen waarvan op hun aanvraag effecten in de eerste markt van de Effectenbeurs van Brussel zijn opgenomen, zijn verplicht een jaarlijkse bijdrage te betalen die 100 000 frank bedraagt.

Wanneer in de loop van een kalenderjaar voor de eerste maal effecten van een buitenlandse uitgevende instelling in de eerste markt van de Effectenbeurs van Brussel worden opgenomen, is deze uitgevende instelling de in het zesde lid bedoelde vergoeding *pro rata temporis* verschuldigd.

De Minister van Financiën kan het bedrag van de jaarlijkse bijdrage, alsook de in het tweede lid bedoelde schijven van de beurswaarde aanpassen.

De jaarlijkse bijdrage wordt vereffend op een door de Beurscommissie vastgestelde datum.

HOOFDSTUK III. — Maatregelen ten aanzien van in de eerste markt opgenomen effecten en hun uitgevende instellingen

Art. 25. Ten aanzien van de in de eerste markt opgenomen effecten, neemt de Beurscommissie overeenkomstig dit besluit alle maatregelen welke zij nodig acht ter bescherming van de belegger of voor de goede werking van de markt.

Te dien einde mag de Beurscommissie ondermeer de notering van de effecten die niet langer de in de wet of bij dit besluit bepaalde voorwaarden vervullen, op de eerste markt schorsen of deze effecten uit de eerste markt schrappen. Dit geldt ook, wanneer de uitgevende instelling van de effecten, of de beheersvennootschap van het gemeenschappelijk beleggingsfonds dat de rechten van deelneming heeft uitgegeven, de in de wet, bij dit besluit of bij het koninklijk besluit van 18 september 1990 over de verplichtingen bij toelating van effecten tot de officiële notering aan een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk bepaalde verplichtingen niet nakomt, of zich niet richt naar de aanbevelingen welke de Beurscommissie overeenkomstig dit besluit in het belang van het spaarwezen doet.

En principe, la suspension ne peut être maintenue pendant plus de deux jours de bourse. La Commission de la Bourse peut, dans des cas spéciaux, maintenir la suspension pendant une période plus longue. Les avis de suspension sont publiés.

Les articles 7 et 9 sont applicables aux demandes de radiation d'une valeur mobilière du premier marché. L'article 8 s'applique à chaque examen au sujet d'une valeur mobilière inscrite au premier marché.

Art. 26. Sans préjudice du pouvoir qui, sur base de l'article 34, § 1er, 2^o de la loi, peut être donné par Nous à la Commission bancaire et financière de rendre public le fait qu'un émetteur ne respecte pas les obligations qui lui incombent en vertu du présent arrêté, la Commission de la Bourse peut, aux frais du contrevenant, rendre public que des personnes physiques ou morales ne respectent pas les obligations qui leur sont imposées par les dispositions contenues dans la loi ou par le présent arrêté, ou qu'elles ne suivent pas les recommandations que la Commission de la Bourse fait, conformément au présent arrêté, dans l'intérêt de l'épargne.

Avant la publication la Commission de la Bourse en informe la Commission bancaire et financière.

CHAPITRE IV. — Collaboration avec d'autres autorités

Art. 27. La Commission de la Bourse examine toutes les propositions et remarques qui lui sont transmises par la Commission bancaire et financière, au sujet des valeurs mobilières inscrites au premier marché.

Art. 28. En vue de l'accomplissement de sa mission, la Commission de la Bourse peut demander tous les renseignements ou documents qu'elle juge nécessaires aux autorités belges et étrangères qui sont compétentes en matière d'inscription ou de maintien des valeurs mobilières au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, ou à la cote officielle d'une bourse de valeurs mobilières située ou opérant à l'étranger.

La Commission de la Bourse est tenue de transmettre, à leur demande, aux autorités belges et étrangères qui sont compétentes en matière d'inscription ou de maintien de valeurs mobilières au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, ou à la cote officielle d'une bourse de valeurs mobilières située ou opérant dans un autre Etat membre des Communautés européennes, les communications dont question aux alinéas 2 et 3 de l'article 13 de la loi.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires

Art. 29. Par dérogation à l'article 19, il est nécessaire et suffisant pour les valeurs mobilières inscrites au premier marché avant le 1er juillet 1993, qu'elles répondent, en ce qui concerne leur forme, aux exigences posées au moment où elles ont été inscrites au premier marché.

Art. 30. Le patrimoine du Comité de la cote est cédé à la Société de la Bourse de valeurs mobilières concernée.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 31. L'arrêté royal du 18 septembre 1990, relatif aux Comités de la cote auprès des Bourses de valeurs mobilières du Royaume et à l'admission des valeurs mobilières à la cote est abrogé le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Par dérogation de l'alinéa 1er, l'article 28 de l'arrêté royal du 18 septembre 1990, relatif aux Comités de la cote auprès des Bourses de valeurs mobilières du Royaume et à l'admission des valeurs mobilières à la cote est abrogé le 1er juillet 1993.

Art. 32. Les articles 1er à 18, 20 à 28 et 33 entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Les articles 19 et 29 entrent en vigueur le 1er juillet 1993.

L'article 30 produit ses effets le 1er janvier 1993.

Art. 33. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 28 février 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

In principe kan de schorsing niet langer dan twee beursdagen gehandhaafd worden. In bijzondere gevallen kan de Beurscommissie de schorsing gedurende een langere periode handhaven. De berichten over de schorsing worden bekendgemaakt.

De artikels 7 en 9 zijn van toepassing op aanvragen tot schrapping van een effect uit de eerste markt. Artikel 8 is van toepassing op elk onderzoek in verband met een in de eerste markt opgenomen effect.

Art. 26. Onverminderd de bevoegdheid die op grond van artikel 34, § 1, 2^o van de wet door Ons aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan worden verleend om het feit bekend te maken dat een uitgevende instelling de verplichtingen niet naleeft die voor haar gelden op grond van dit besluit, mag de Beurscommissie, op kosten van de overtreder, openbaar maken dat natuurlijke personen of rechtspersonen de hun door de wet of door dit besluit opgelegde verplichtingen niet nakomen of zich niet richten naar de aanbevelingen welke de Beurscommissie overeenkomstig dit besluit in het belang van het spaarwezen doet.

De Beurscommissie brengt de Commissie voor het Bank- en Financieuzen hiervan op de hoogte alvorens tot de openbaarmaking over te gaan.

HOOFDSTUK IV. — Samenwerking met andere autoriteiten

Art. 27. De Beurscommissie onderzoekt alle voorstellen en opmerkingen die haar toegestuurd worden door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen betreffende de in de eerste markt opgenomen effecten.

Art. 28. Met het oog op het vervullen van haar opdracht mag de Beurscommissie aan de Belgische en buitenlandse autoriteiten die bevoegd zijn op het stuk van opnemings van effecten of hun behoud in de eerste markt van een effectenbeurs of de officiële notering van een in het buitenland gelegen of werkzame effectenbeurs, alle inlichtingen of documenten vragen die zij nodig acht.

De Beurscommissie moet, op hun verzoek, aan de Belgische en buitenlandse overheden, die bevoegd zijn inzake opnemings van effecten of hun behoud in de eerste markt van een effectenbeurs of de officiële notering van een in een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen gelegen of werkzame effectenbeurs, de mededelingen doen waarvan sprake in de leden 2 en 3 van artikel 13 van de wet.

HOOFDSTUK V. — Overgangsbepalingen

Art. 29. In afwijking van artikel 19, is het voor de effecten die vóór 1 juli 1993 in de eerste markt zijn opgenomen, noodzakelijk en voldoende dat ze, wat hun vorm betreft, beantwoorden aan de vereisten die werden gesteld op het ogenblik dat ze in de eerste markt opgenomen zijn geworden.

Art. 30. Het vermogen van het Noteringscomité wordt overgedragen aan de betrokken Effectenbeursvennootschap.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 31. Het koninklijk besluit van 18 september 1990 betreffende de Noteringscomités bij de Effectenbeurzen van het Rijk en betreffende de toelating van de effecten tot de notering wordt opgeheven de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

In afwijking van het eerste lid, wordt artikel 28 van het koninklijk besluit van 18 september 1990 betreffende de Noteringscomités bij de Effectenbeurzen van het Rijk en betreffende de toelating van de effecten tot de notering opgeheven op 1 juli 1993.

Art. 32. De artikelen 1 tot 18, 20 tot 28 en 33 treden in werking de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De artikelen 19 en 29 treden in werking op 1 juli 1993.

Artikel 30 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1993.

Art. 33. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 28 februari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

Annexe

[C — 03204]

Recommandations applicables au niveau international (*)

1. MISE EN PAGE GÉNÉRALE ET DIMENSION

1.1. Mise en page générale

1.1.1. L'euro-obligation comprend :

a) le manteau de la valeur mobilière, qui mentionne les caractéristiques générales de l'euro-obligation concernée;

b) la feuille de coupon éventuelle, qui comprend les coupons pour le paiement des intérêts.

1.1.2. Le manteau de la valeur mobilière et la feuille de coupons forment un ensemble complet. La feuille de coupons doit être placée à droite du recto de l'obligation.

1.2. Manteau de la valeur mobilière

1.2.1. La dimension du manteau de la valeur mobilière doit être ISO A4 (vertical) conformément à ISO 216 (297 mm x 210 mm).

1.2.2. Il doit y avoir une marge en blanc de 10 mm le long du recto du manteau de la valeur mobilière.

1.3. FEUILLE DE COUPONS

1.3.1. La feuille de coupons doit permettre que soient imprimés des coupons à raison d'un maximum de trois colonnes verticales adjacentes. Chaque colonne doit avoir comme dimensions 297 x 105 mm.

1.3.2. Chaque coupon doit avoir la dimension suivante :

longueur : 105 mm

hauteur : 33 mm

1.3.3. Il doit y avoir une marge en blanc de 3 mm le long du recto de chaque coupon individuel et ce du côté gauche, au-dessus et du côté droit. Juste au-dessus du côté inférieur du coupon doit être prévue une zone non imprimée de 12 mm de hauteur à travers tout le coupon.

1.3.4. Une ligne pointillée bien visible doit être imprimée verticalement et horizontalement entre les coupons adjacents et entre le manteau de la valeur mobilière et la feuille de coupons.

1.3.5. Si plus de 27 coupons sont nécessaires (par exemple pour des émissions perpétuelles ou à long terme), l'une des deux alternatives suivantes est applicable :

— solution au moyen d'un talon :

Un talon de même largeur, mais deux fois plus haut qu'un coupon normal, est attaché après le dernier coupon payable. Une nouvelle feuille de coupons doit pouvoir être obtenue en échange du talon. Une telle feuille de coupons peut comprendre au maximum 4 colonnes de chacune 9 coupons et une cinquième colonne comprenant 7 coupons et le talon.

— solution au moyen d'un échange d'obligation :

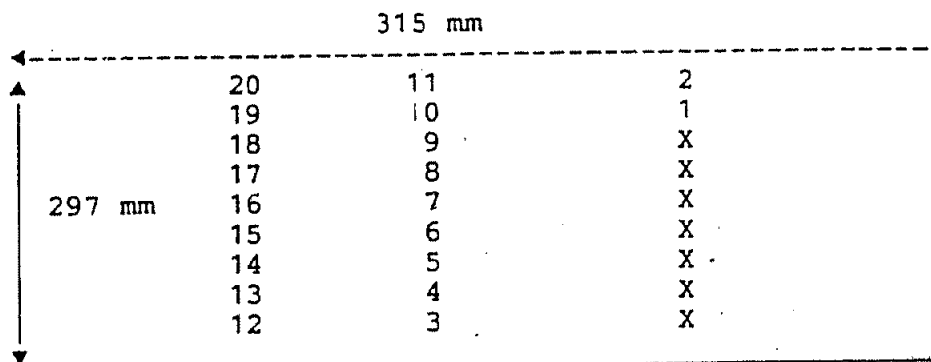
Les modalités de l'émission doivent prévoir l'échange du manteau de la valeur mobilière, dès que le dernier coupon a été détaché, contre un nouveau manteau équivalent complété par des coupons successifs. Les obligations émises en échange de manteaux de valeurs mobilières dont les coupons sont épuisés doivent mentionner clairement l'échéance des coupons dont elles sont munies.

1.3.6. Dans chaque colonne, les coupons doivent se suivre dans l'ordre chronologique et numérique vers le haut à partir du bas de la colonne, la colonne à l'extrême droite contenant les coupons dont l'échéance arrive en premier lieu.

1.3.7. Dans le cas où la feuille de coupons offre plus d'espace que ce qui est requis pour le nombre de coupons, l'espace ou les espaces qui ne sont pas nécessaires pour l'impression des coupons doivent être placés en-dessous du premier coupon à payer. Ces espaces sont détachés avant l'émission de l'euro-obligation ou sont surchargés ou noircis dans une mesure suffisante pour éviter toute falsification ou insertion frauduleuse.

1.3.8. Exemple :

Colonne contenant neuf coupons; un total de 20 coupons sont émis :



(*) Il s'agit des recommandations de l'international securities market association, modifiées en dernier lieu le 27 mars 1987.

2. PAPIER ET IMPRESSION

- 2.1. Des mesures sont prises pour assurer à la fois une manipulation facile et sûre et une protection contre la falsification et la contrefaçon. Comme exigences minimales, les mesures suivantes sont adoptées :
- 2.1.1. Le papier est muni d'un filigrane à tons multiples, d'une dimension et d'une qualité permettant de reconnaître facilement le filigrane. La production et la vente du papier sont contrôlées.
- 2.1.2. Le papier doit peser 100 g/m², contenir au moins 50 % de chiffons et offrir une résistance suffisante à la déchirure et au pliage.
- 2.1.3. Pour les autres caractéristiques du papier, ISO 1831 est applicable.
- 2.2. Au recto du manteau de la valeur mobilière et de chaque coupon individuel (à l'intérieur de la marge en blanc mentionnée respectivement au 1.2.2. et 1.3.3.) on imprime un cadre, soit à partir d'un cliché gravé direct (impression intaglio) soit par impression typographique indirecte (procédé d'offset à sec), en utilisant, dans les deux cas, des guillemets obtenus mécaniquement et qui, dans le cas de la typographie indirecte, doivent être multicolores. Sur le manteau de la valeur mobilière, ce cadre couvre les quatre côtés et a une largeur de 10 mm au moins et 15 mm au plus; sur chaque coupon, le cadre couvre trois côtés seulement (côté gauche, sommet et côté droit) et a exactement 2 mm de largeur.
- 2.3. A l'intérieur du cadre (mais pas dans la zone non imprimée mentionnée dans 1.3.3. et 3.2.1.) on imprime un fond par impression typographique indirecte (procédé d'offset à sec) en utilisant des guillemets multicolores assortis obtenus mécaniquement et imprimés en parfait repérage.
- 2.4. Le même cliché doit être utilisé pour toutes les émissions par le même émetteur dans la même devise.
- 2.5. Des couleurs différentes sont utilisées pour différentes dénominations de valeurs mobilières dans la même émission et pour différentes émissions par le même émetteur dans la même année.
- 2.6. Le nom de l'imprimeur figure, en petits caractères et dans la même couleur que le cadre, dans la marge inférieure du manteau de la valeur mobilière.

3. TEXTE ET INDICATIONS SPECIALES

3.1. Remarques générales

La devise est clairement indiquée au moyen de lettres et de signes. Si l'on utilise le nom complet de la devise (par exemple dollar) ou un symbole (par exemple \$), ceux-ci doivent être précédés du nom complet du pays auquel ils appartiennent (par exemple Etats-Unis) ou son code pays alpha-2 (par exemple US) conformément à ISO 3166. Pour des émissions dont la dénomination est une devise artificielle ou multiple (par exemple unités de compte européennes), on utilise une désignation de devise qui identifie clairement la monnaie. Si des codes devises sont utilisées, ISO 4217 est applicable.

3.2. Manteau de la valeur mobilière

- 3.2.1. Une zone non imprimée, dont le côté inférieur se trouve à 39 mm en dessous du côté supérieur du manteau de la valeur mobilière et dont la hauteur est de 9 mm à travers toute la largeur du cadre du manteau, doit être réservée à l'impression d'une ligne d'écriture destinée à un appareil à lecture optique. Cette ligne est imprimée en caractères OCR-B de largeur de trait constante et la ligne de centre horizontale de la ligne ainsi imprimée est placée à 34,5 mm en dessous du côté supérieur du manteau de la valeur mobilière. Les caractères OCR-B sont les 47 caractères du type OCR-B, dimension I, du sous-ensemble 2, comme défini dans ISO 1073/II. Ce qui suit est une reproduction photographique des 47 caractères OCR-B du sous-ensemble 2 (pas à échelle; la hauteur véritable des caractères est de 2,66 mm) :

```

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
< > * - = / . , | SPACE

```

Les caractères OCR sont imprimés avec un espacement constant de 10 caractères par pouce. Les caractères imprimés ont la tolérance d'impression de la série X (voir ISO 1831, 5.2 et table 2). Pour d'autres spécifications concernant la qualité d'impression (qualité de l'image imprimée, inclinaison des caractères, espacement et alignement des caractères au sein d'une ligne) voir ISO 1831, 5 et 6, avec les annexes B, C et D.

Les données suivantes doivent être imprimées dans cette ligne d'écriture à lecture optique :

— Premier champ, commençant à 95 mm à gauche du bord intérieur du côté droit du cadre : le montant nominal de la valeur mobilière concernée, exprimé en sept chiffres, sans décimales ou virgules ni spécification de devise. Les positions excédentaires se trouvent à gauche sous forme de zéro(s).

— Deuxième champ : le numéro international d'identification des valeurs mobilières (« ISIN », comme défini dans ISO 6166), exprimé par deux caractères alphabétiques et neuf caractères alphanumériques suivant immédiatement, suivis finalement par un chiffre. Le ISIN pour une nouvelle émission peut être demandé par le chef de file à l'organisme compétent dans ce domaine, comme défini dans ISO 6166 (pour les euro-obligations à Cedel ou Euroclear) et il doit indiquer le ISIN sur le télex d'invitation et le télex de répartition de chaque nouvelle émission.

— Troisième champ : l'indication de la série ou du groupe d'amortissement éventuel, exprimée par un ou deux caractères (alphabétiques et/ou numériques). Les positions excédentaires se trouvent à gauche sous forme de zéro(s).

— Quatrième champ : le numéro de la valeur mobilière, exprimé par six chiffres. Les positions excédentaires se trouvent à gauche sous forme de zéro(s).

— Séparation des champs : chaque champ est séparé par le signe « + ».

— Début et fin des champs : le signe « < » (inférieur à) est imprimé à gauche du montant nominal et le signe « > » (supérieur à) à droite du numéro de la valeur mobilière.

Illustration :

Dénomi- nation	ISIN	Sé- rie	N° de la valeur mobilière
-------------------	------	------------	------------------------------

<9999999+AAXXXXXXXXXX9+XX+999999>

1 7 1 12 1 2 1 6 1

-----32 positions-----

9 = numérique, A = alphabétique,

X = alphanumérique

< = début du premier champ

+ = séparation des champs

> = fin du dernier champ

Exemple :

<0005000+LU0001234567+OA+123456>

- 3.2.2. Entre la zone non imprimée mentionnée dans 3.2.1. et le cadre supérieur mentionné dans 2.2., et à une distance d'au moins 1 mm au-dessus du côté supérieur de ladite zone non imprimée, on imprime au-dessus de chaque champ le texte suivant en petits caractères :
- premier champ : dénomination
 - deuxième champ : ISIN
 - troisième champ : série
 - quatrième champ : n° de la valeur mobilière
- 3.2.3. En dessous du côté inférieur de la zone non imprimée mentionnée dans 3.2.1., une zone d'au moins 6 mm de hauteur, de cadre à cadre est laissée libre de tout texte.
- 3.2.4. La devise et/ou l'unité de compte et le montant nominal de la valeur mobilière concernée sont imprimés en évidence dans le coin supérieur gauche du recto du manteau de la valeur mobilière, mais en dessous de la zone sans texte mentionnée dans 3.2.3.
- 3.2.5. Les renseignements suivants doivent être mentionnés en caractères gras dans la partie supérieure du recto du manteau de la valeur mobilière :
- le nom de l'émetteur et, pas nécessairement en caractères gras, la désignation de l'autorité en vertu de laquelle l'émetteur a été créé (le cas échéant), par exemple : « (société à responsabilité limitée en vertu des lois de la Moravie) » ou le lieu et l'état ou le pays du domicile légal de l'émetteur (le cas échéant);
 - la devise et/ou l'unité de compte et le montant total de l'émission;
 - le taux d'intérêt annuel (le cas échéant);
 - l'indication du type de valeur mobilière (par exemple : bon de caisse, obligation, bon de caisse à intérêt flottant, obligation convertible), et
 - l'année de l'amortissement final (le cas échéant). En cas d'amortissement par remboursements échelonnés, on suggère que l'année du premier remboursement précède l'année de l'amortissement final (par exemple : 1990-92). En outre, les modalités d'amortissement particulières sont clairement indiquées en caractères gras au recto du manteau de la valeur mobilière.
- 3.2.6. Le nom du ou des garants (le cas échéant) doit également être inscrit en évidence dans la partie supérieure du recto de la valeur mobilière ainsi que, mais sans nécessairement être mis en évidence, la désignation de l'autorité en vertu de laquelle le garant a été constitué (le cas échéant) et le lieu et l'état ou le pays du domicile légal du garant (s'il y a lieu).
- 3.2.7. En dessous des informations requises suivant 3.2.5. et 3.2.6. doivent être indiquées (s'il y a lieu) la date du premier amortissement possible, la ou les dates de paiement des intérêts et toutes les conditions fondamentales ou exceptionnelles, par exemple :
- dans le cas d'émissions de bons de caisse à intérêt flottant, le taux d'intérêt minimum;
 - dans le cas d'obligations convertibles, les conditions de conversion;
 - les conditions régissant le paiement en d'autres devises ou unités de compte, ou
 - la prolongation de la date d'amortissement final.
- 3.2.8. Dans le cas d'émissions réalisées conjointement par plusieurs émetteurs, le nom sous lequel l'émission sera connue sur le marché est imprimé en caractères gras. Les noms des différents émetteurs sont imprimés en caractères plus petits, en même temps que la désignation de l'autorité en vertu de laquelle chacun d'eux a été constitué (le cas échéant) ou le lieu et l'état ou le pays du domicile légal de chacun (le cas échéant).
- 3.2.9. Un nom ou une abréviation, autre que sa dénomination légale complète, qu'un émetteur utilise pour ses émissions, doit toujours rester identique quel que soit le marché sur lequel les titres sont émis. Dans ces cas, la dénomination légale complète de l'émetteur doit être imprimée directement en dessous de ce nom ou de cette abréviation généralement connus. Si le nom de l'émetteur est traduit, la dénomination légale complète doit figurer en dessous de la traduction en caractères plus petits et entre parenthèses.
- 3.2.10. La date d'émission de la valeur mobilière doit être renseignée séparément au recto du manteau de la valeur mobilière.

- 3.2.11. Les modalités complètes de l'émission sont imprimées au recto et/ou au verso du manteau de la valeur mobilière et sont clairement divisées en différents paragraphes par des intitulés. Cependant, aucune impression ne peut être faite au verso de la zone non imprimée mentionnée dans 3.2.1. ou au verso de la zone sans texte mentionnée au 3.2.3.; ces zones doivent être laissées en blanc.
- 3.2.12. Le nom et les bureaux spécifiés appropriés de l'établissement payeur principal et/ou de l'agent fiscal (selon le cas) et de chacun des établissements payeurs initiaux doivent figurer parmi les modalités et conditions de l'émission ou au bas de celles-ci. En outre, toutes dispositions applicables en matière de taux de conversion, de choix de devises ou d'autres conditions fondamentales de nature similaire éventuelles, qui ont été fixées ou déterminées en rapport avec les modalités et conditions de l'émission à la date de l'émission ou avant celle-ci, doivent être mentionnées parmi les modalités et conditions ou au bas de celles-ci.
- 3.3. Le coupon
- 3.3.1. Les informations renseignées au recto de chaque coupon sont divisées en deux sections. La largeur de la section de gauche (non compris le cadre mentionné dans 2.2.) est de 73 mm, ce qui laisse 22 mm pour la section de droite.
- 3.3.2. Les renseignements suivants doivent être mentionnés dans la section gauche :
première et seconde lignes :
— le nom de l'émetteur;
— la devise et/ou l'unité de compte et le montant total de l'émission;
— le taux d'intérêt annuel (le cas échéant);
— l'indication du type de valeur mobilière;
— l'année de l'amortissement final (le cas échéant). En cas d'amortissement par remboursements échelonnés, on suggère que l'année du premier remboursement précède l'année de l'amortissement final (par exemple : 1990-92).
La hauteur des caractères utilisés dans la première et la seconde lignes n' est pas inférieure à 1,8 mm.
Lignes supplémentaires :
Les textes qui viendraient s'ajouter aux spécifications énoncées ci-dessus sont réduits au minimum; les signatures en fac-similé doivent être évitées.
- 3.3.3. Les renseignements suivants doivent être mentionnés dans la section de droite :
Partie supérieure :
Le numéro du coupon est imprimé (en caractères gras) à l'intérieur du cadre dans le coin supérieur droit. En outre, sur les coupons arrivant à l'échéance à la date, ou après la date, à laquelle un amortissement partiel par tirage est possible, on mentionne la lettre « R » avant le numéro du coupon pour rappeler au porteur du coupon et aux personnes qui s'occupent de traiter le coupon qu'une liste de tirages peut devoir être consultée.
Partie médiane :
La devise et/ou l'unité de compte et le montant des intérêts éventuels payables contre remise du coupon sont imprimés en caractères gras. Dans le cas de bons de caisse à intérêt flottant, il doit apparaître une indication que le montant payable est variable — par exemple : « FRN — intérêt variable ».
Partie inférieure :
La date de paiement des intérêts (si elle peut être déterminée) doit être imprimée en grands caractères et être présentée avec le mois en toutes lettres et le jour (le cas échéant) et l'année en chiffres. Les coupons des bons de caisse à intérêt flottant mentionnent uniquement le mois et l'année.
- 3.3.4. La zone non imprimée au-dessus du côté inférieur du coupon (voir 1.3.3.) doit être réservée à l'impression d'une ligne d'écriture destinée à un appareil à lecture optique. Cette ligne est imprimée conformément aux exigences définies dans les spécifications OCR-B en matière de caractères, d'espacement et de tolérances de la qualité d'impression, prévues dans 3.2.1. La ligne de centre horizontale de la ligne ainsi imprimée est placée à 7,5 mm au-dessus du côté inférieur du coupon.
- 3.3.5. Les données suivantes doivent être imprimées dans cette ligne d'écriture à lecture optique :
Premier champ :
Le numéro du coupon concerné normalement exprimé par deux chiffres. Exceptionnellement, trois chiffres peuvent être utilisés. Si l'on n'a besoin que d'une position, la position de gauche est un zéro.
Deuxième champ :
Le montant nominal de la valeur mobilière concernée, exprimé en sept chiffres, sans décimales ou virgules ni spécification de devise. Les positions excédentaires se trouvent à gauche sous forme de zéro(s).
Troisième champ :
Le ISIN pour l'émission concernée (voir 3.2.1.).
Quatrième champ :
La série ou le groupe d'amortissement éventuel, exprimée par un ou deux caractères (alphabétiques et/ou numériques). Les positions excédentaires se trouvent à gauche sous forme de zéro(s).
Cinquième champ :
Le numéro de la valeur mobilière concernée, exprimé par six chiffres. Les positions excédentaires se trouvent à gauche sous forme de zéro(s).
Séparation des champs :
Chaque champ est séparé par le signe « + » (plus).

Début et fin des champs :
Le signe « < » (inférieur à) est imprimé à gauche du numéro du coupon et le signe « > » (supérieur à) à droite du numéro de la valeur mobilière.

Il y a un espace de 5 mm de large entre le signe « > » et le côté droit du coupon.

Illustration :

N°	Dénomi-	ISIN	Sé-	N° de la
Cou-	nation		rie	valeur mobilière
pon				

<99+99999999+AAXXXXXXXXXX9+XX+9999999>

1 2 1 7 1 12 1 2 1 6 1
-----35 positions-----

9 = numérique, A = alphabétique
X = alphénumérique

< = début du premier champ
+ = séparation des champs
> = fin du dernier champ

Exemple :

<02+0005000+LU0001234567+OA+123456>

- 3.3.6. Le nom et l'adresse concernée de l'établissement payeur principal et de chacun des établissements payeurs pour les coupons sont imprimés en couleur claire au verso du coupon. Cependant, aucune impression ne peut être faite au verso de la zone non imprimée mentionnée dans 1.3.4.
4. **WARRANTS**
- 4.1. Les recommandations ci-dessus, chaque fois qu'il est approprié, s'appliquent de manière analogue aux warrants, sauf disposition contraire ci-dessous.
- 4.2. Quand une euro-obligation est émise avec un ou plusieurs warrants, qui sont destinés à être négociés séparément, ceux-ci sont distincts de l'euro-obligation à laquelle ils sont attachés et leurs dimensions correspondent soit à ISO A4 vertical (297 mm x 210 mm) soit à ISO A5 horizontal (148,5 mm x 210 mm).
- 4.3. Quand un droit est offert à des conditions spécifiées ou non spécifiées, un ou plusieurs coupons, qui ont la même largeur mais deux fois la hauteur d'un coupon normal (86 x 105 mm), peuvent être attachés au côté gauche du recto du manteau de la valeur mobilière. Ce(s) coupon(s) comprend (comprend) la ligne OCR au même endroit que sur les coupons ordinaires et contient (contiennent) suffisamment de détails pour permettre une identification convenable si des mesures doivent être prises.
5. **DIVERS**
- 5.1. Le paiement des intérêts et/ou du principal contre un estampillage ou une inscription sur les valeurs mobilières est à éviter.
- 5.2. Des valeurs mobilières temporaires doivent être clairement désignées comme telles afin d'éviter toute confusion avec les valeurs mobilières définitives (par exemple : en imprimant la mention « obligation temporaire » en grandes lettres rouges au travers du recto de l'obligation).
- 5.3. Si des manteaux des valeurs mobilières ou des coupons doivent être annulés par perforation, il faut veiller spécialement à ne pas perforer les zones non imprimées mentionnées dans 1.3.3. et 3.2.1. Ces zones doivent rester libres également au verso, par exemple, quand on applique le tampon d'un établissement financier payeur.
- 5.4. Les coupons sont coupés précisément le long de la ligne pointillée mentionnée au 1.3.4. et ils sont annulés en perçant un trou rond ne dépassant pas 7 mm de diamètre.
6. **REFERENCES AUX NORMES ISO INTERNATIONALES**
- ISO 216. Papier à lettres et certaines catégories d'imprimés — Dimensions rognées — Séries A et B
- ISO 1073/II. Série de caractères alphanumériques pour lecture optique — Deuxième partie : Série de caractères OCR-B — Formes et dimensions de l'image imprimée.
- ISO 1831. Spécifications d'impression pour lecture optique.
- ISO 3166. Codes pour la représentation des noms de pays.
- ISO 4217. Codes pour la présentation de devises et de fonds.
- ISO 6166. Opérations bancaires — Système international de numérotation pour l'identification des valeurs mobilières (ISIN).
- ISO 9144. Valeurs mobilières — Ligne d'écriture pour lecture optique — Position et structure.
- ISO 8109. Valeurs mobilières — Format des euro-obligations.

Des exemplaires des normes ISO ci-dessus peuvent être obtenus :
 a) dans les pays qui sont membres de l'Organisation Internationale de Normalisation (OIN) : auprès des bureaux de l'institut national de normalisation de ces pays ^(*), ou
 b) auprès du secrétariat central de l'ISO, rue de Varembe 1, Case Postale 56, 1211 Genève 20, Suisse; Téléphone (022) 34 12 40, Téléx 23 887 ISOCH, Télégrammes ISORGANIZ.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 28 février 1993.

BAUDOUIN

Par le Roi :
 Le Ministre des Finances,
 Ph. MAYSTADT

^(*) Il s'agit en ce qui concerne la Belgique, de l'Institut belge de normalisation, avenue de la Brabançonne 29, 1040 Bruxelles.

Bijlage

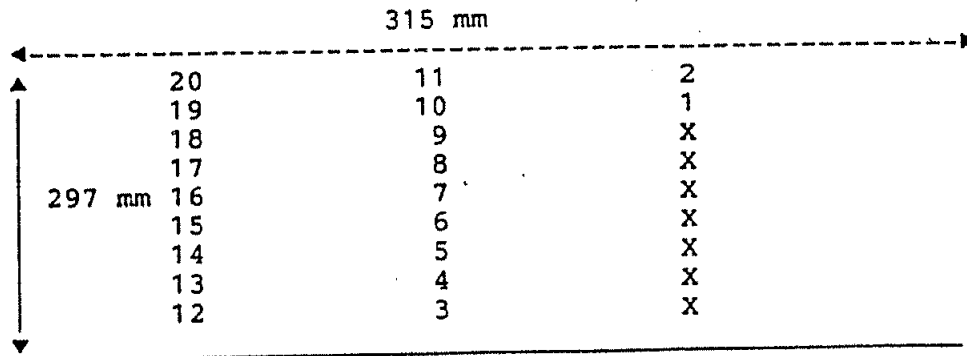
[C — 03204]

Internationaal toepasselijke aanbevelingen ⁽¹⁾

1. ALGEMENE OPMAAK EN AFMETINGEN
 - 1.1. Algemene opmaak
 - 1.1.1. De euro-obligatie bestaat uit :
 - a) de mantel van het effect, die de algemene gegevens van de betrokken euro-obligatie vermeldt;
 - b) het couponblad, indien voorhanden, dat de coupons bevat voor de betaling van interest.
 - 1.1.2. De mantel van het effect en het couponblad vormen een complete eenheid. Het couponblad moet aan de rechterkant van de voorzijde van de obligatie worden aangebracht.
 - 1.2. De mantel van het effect
 - 1.2.1. De afmeting van de mantel van het effect moet ISO A4 zijn (vertikaal) volgens ISO 216 (297 mm x 210 mm).
 - 1.2.2. Rond de voorzijde van de mantel van het effect dient er een blanco marge van 10 mm te zijn.
 - 1.3. Couponblad
 - 1.3.1. Het couponblad moet het drukken van coupons tot maximaal 3 aanliggende verticale kolommen mogelijk maken. De afmeting van elke kolom moet 297 mm x 105 mm bedragen.
 - 1.3.2. De afmetingen van elke afzonderlijke coupon zijn als volgt :
 lengte : 105 mm
 hoogte : 33 mm
 - 1.3.3. Rond de voorzijde van elke afzonderlijke coupon moet er een blanco marge zijn van 3 mm, en wel aan de linkerzijde, bovenaan en aan de rechterzijde. Onmiddellijk boven de onderrand van de coupon moet een onbedrukte zone van 12 mm hoogte dwars over de volledige coupon lopen.
 - 1.3.4. Een duidelijk zichtbare stippellijn moet vertikaal en horizontaal tussen aanliggende coupons worden gedrukt en tussen de mantel van het effect en het couponblad.
 - 1.3.5. Als er meer dan 27 coupons vereist zijn (bijvoorbeeld voor eeuwigdurende of langlopende emissies), is één van de twee volgende alternatieven van toepassing :
 — oplossing door middel van een talon :
 Een talon met dezelfde breedte, maar tweemaal de hoogte van een normale coupon, wordt aangehecht na de laatste uitbetaalbare coupon. In ruil voor de talon moet een nieuw couponblad verkrijgbaar zijn. Zo'n couponblad mag tot 4 kolommen van elk 9 coupons bevatten en een vijfde kolom van 7 coupons en een talon.
 — oplossing door middel van het inruilen van de obligatie :
 De algemene voorwaarden van de emissie moeten het inruilen van de mantel van het effect voorzien, zodra de laatste coupon werd afgeknipt, tegen een nieuwe equivalente mantel vervolledigd met opeenvolgende coupons. Op de obligaties die zijn uitgegeven in ruil voor mantels van effecten waarvan de coupons zijn uitgeput, moet de vervaltijd van de coupons waarmee ze werden uitgegeven duidelijk worden vermeld.
 - 1.3.6. In elke kolom moeten de coupons van onderen naar boven in de kolom chronologisch en numeriek verlopen, waarbij de meest rechtse kolom de coupons bevat die het eerst vervallen.
 - 1.3.7. Ingeval het couponblad meer ruimte biedt dan vereist voor het aantal coupons, moet de ruimte die niet benodigd is voor het drukken van coupons onder de eerste uit te betalen coupon worden geplaatst. Dergelijke ruimte(n) moet(en) worden weggenomen voor de emissie van de euro-obligatie of moet(en) in voldoende mate worden overgedrukt of zwart gemaakt om geen mogelijkheid te bieden tot vervalsing of frauduleuze toevoegingen.

⁽¹⁾ Het betreft de aanbevelingen van de « international securities market association », laatst gewijzigd op 27 maart 1987.

- 1.3.8. Voorbeeld :
Kolom bestaande uit negen coupons; een totaal van 20 coupons zijn uitgegeven :



2. PAPIER EN DRUK

- 2.1. Er worden maatregelen getroffen om zowel gemakkelijke en betrouwbare verhandeling als bescherming tegen vervalsing, fraude en namaak te bieden. Als minimumeis worden de volgende maatregelen genomen :
- 2.1.1. Het papier bevat een watermerk met verscheidene trappen, waarvan de afmeting en de kwaliteit het mogelijk maakt dit watermerk gemakkelijk te herkennen. De productie en de verkoop van het papier worden gecontroleerd.
- 2.1.2. Het papier dient 100 g/m² te wegen, ten minste 50 % lompem te bevatten en voldoende weerstand te bieden tegen scheuren en vouwen.
- 2.1.3. Voor de andere papierkenmerken is ISO 1831 van toepassing.
- 2.2. Op de voorzijde van de mantel van het effect en van elke afzonderlijke coupon (binnen de blanco marge respectievelijk vermeld in 1.2.2. en 1.3.3.) wordt een kader gedrukt door middel van een direct gegraveerde plaat (intaglio-druk) of door middel van indirecte hoogdruk (droog offset-procédé), waarbij in beide gevallen mechanische vervaardigde guilloches worden gebruikt, die in geval van indirecte hoogdruk uit verscheidene kleuren bestaan. Op de mantel van het effect strekt dit kader zich langs de vier zijden uit en heeft het een breedte van minimaal 10 mm en maximaal 15 mm; op elke coupon strekt het kader zich slechts langs drie zijden uit (linkerzijde, bovenaan en rechterzijde) en is het precies 2 mm breed.
- 2.3. Binnen het kader (maar niet in de onbedrukte zone vermeld in 1.3.3. en 3.2.1.) wordt een achtergrond gedrukt door middel van indirecte hoogdruk (droog offset-procédé), waarbij mechanische vervaardigde, bij elkaar passende meerkleurenguilloches in irisdruk en in nauwkeurig passend register zijn gedrukt.
- 2.4. Dezelfde plaat wordt gebruikt voor alle emissies van dezelfde uitgevende instelling in dezelfde munt.
- 2.5. Verschillende kleuren worden gebruikt voor verschillende benamingen van effecten in dezelfde emissie en voor verschillende emissies van dezelfde uitgevende instelling in hetzelfde jaar.
- 2.6. De naam van de drukkerij moet in het klein lettertype en in dezelfde kleur als het kader, in de onderste marge van de mantel van het effect worden gedrukt.

3. TEKST EN SPECIALE VERMELDINGEN

- 3.1. Algemene opmerkingen
- De munt wordt duidelijk vermeld door middel van letters en tekens. Waar de volledige naam van een munt (bijvoorbeeld dollar) of een symbool (bijvoorbeeld \$) wordt gebruikt, moet die naam of dit symbool worden voorafgegaan door de volledige naam van het land waartoe de munt behoort (bijvoorbeeld Verenigde Staten) of de alpha-2 landencode (bijvoorbeeld US) volgens ISO 3166. Voor emissies in een kunstmatige munt of in verscheidene munten (bijvoorbeeld Europese rekeneenheden), wordt een muntbenaming gebruikt die de munt duidelijk identificeert. Bij het gebruik van muntcodes is ISO 4217 van toepassing.
- 3.2. De mantel van het effect.
- 3.2.1. Een onbedrukte zone, waarvan de onderrand 39 mm onder de bovenrand van de mantel van het effect ligt en die met een hoogte van 9 mm dwars over de mantel van het effect loopt van kader tot kader, moet worden gereserveerd voor het drukken van een regel die door een optische lezer kan worden gelezen. Deze regel wordt gedrukt in een OCR-B-lettertype met constante tekenbreedte en de horizontale aslijn van zo'n gedrukte regel ligt 34,5 mm onder de bovenrand van de mantel. Het OCR-B-lettertype bestaat uit de 47 OCR-B-tekens, formaat I, van de subset 2, zoals gedefinieerd in ISO 1073/II. Hieronder is een fotografische reproductie gegeven van de 47 OCR-B-tekens van subset 2 (niet op schaal; werkelijke hoogte van de tekens is 2,86 mm) :

```

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9
A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z
< + > * - = / . , ; SPACE

```

De OCR-tekens worden gedrukt met een constante tekenbreedte van 10 tekens per duim. De druktolerantie van de gedrukte tekens is X (zie ISO 1831, 5.2 en tabel 2). Voor andere specificaties betreffende de druk kwaliteit (kwaliteit van het gedrukte beeld, onregelmatigheid, onderlinge afstand van de tekens en uitlijning binnen een regel), zie ISO 1831, 5 en 6 met bijlagen B, C en D.

De volgende gegevens moeten op zo'n optisch leesbare regel worden gedrukt :

— Eerste veld, te beginnen 95 mm links van de binnenrand van het aan de rechterzijde gelegen kader : nominale waarde van het desbetreffende effect, uitgedrukt in zeven cijfers, zonder decimalen of komma's of vermelding van een munteenheid. Overblijvende posities worden links opgevuld met één of meerdere nullen.

— Tweede veld : het internationale effect-identificeringsnummer (« ISIN », zoals gedefinieerd in ISO 6166), uitgedrukt in twee alfabetische tekens en negen, onmiddellijk volgende alfanumerieke tekens en ten slotte gevolgd door één cijfer. Het hoofd van de onderneming kan het ISIN krijgen voor een nieuwe emissie van het bevoegde ISIN-agentschap, zoals bepaald in de ISO 6166 (voor de euro-obligaties is dit Cedel of Euroclear) en moet het ISIN vermelden op de uitnodigingstelex en op de toekenningsstelex van elke nieuwe emissie.

— Derde veld : de serie of de aflossingsgroepsnaam (indien bestaande), uitgedrukt in één of twee tekens (alfabetisch en/of numeriek). Overblijvende posities worden links opgevuld met één of meerdere nullen.

— Vierde veld : het nr. van het effect, uitgedrukt in zes cijfers. Overblijvende posities worden links opgevuld met één of meerdere nullen.

— Scheiding van velden : elk veld moet door het « + »-teken worden gescheiden.

— Begin en einde van velden : het « < »-teken (kleiner dan) wordt links van het nominale bedrag afgedrukt en het « > »-teken (groter dan) rechts van het nummer van het effect.

Illustratie :

Bena- ming	ISIN	Reeks	Nr. effect
---------------	------	-------	---------------

<9999999+AAXXXXXXXXX9+XX+999999>

1 7 1 12 1 2 1 6 1

-----32 posities-----

9 = numeriek, A = alfabetisch, X = alfanumeriek

< = begin van het eerste veld

+ = scheiding van velden

> = einde van het laatste veld

Voorbeeld :

<0005000+LU0001234567+0A+123456>

- 3.2.2. Tussen de onbedrukte zone waarvan sprake in 3.2.1. en het bovenste kader waarvan sprake in 2.2. en op een afstand van minstens 1 mm boven de bovenkant van de rand van de bovenvermelde onbedrukte zone, wordt boven elk veld de volgende tekst in een klein lettertype gedrukt :
- eerste veld : benaming
 - tweede veld : ISIN
 - derde veld : reeks
 - vierde veld : nr. effect
- 3.2.3. Onder de onderste rand van de onbedrukte zone waarvan sprake in 3.2.1., wordt een zone van ten minste 6 mm hoog en lopend van kader tot kader, vrij gehouden van eender welke tekst.
- 3.2.4. De munt en/of rekeneenheid en het nominale bedrag van het desbetreffende effect wordt opvallend in de bovenste linkerhoek van de voorzijde van de mantel van het effect, maar onder de tekstvrije zone waarvan sprake in 3.2.3., gedrukt.
- 3.2.5. De volgende informatie moet worden vermeld in een vet lettertype op het bovenste deel van de voorzijde van de mantel van het effect :
- de naam van de uitgevende instelling en, niet noodzakelijk in een vet lettertype, een vermelding van de autoriteit onder wie de uitgevende instelling werd opgericht (indien toepasselijk), bijvoorbeeld : « (vennootschap met beperkte aansprakelijkheid onder de wetten van Moravia) » of de plaats en de staat of het land van de wettige domicilie van de uitgevende instelling (indien toepasselijk);
 - de munt en/of rekeneenheid en het totale bedrag van de emissie;
 - de jaarlijkse intrestvoet (waar toepasselijk);
 - de benaming van het soort effect (bijvoorbeeld : kasbon, obligatie, kasbon met zwevende koers, converteerbare obligatie); en
 - het jaar van de eindaflossing (indien toepasselijk). In geval van aflossing door afbetalingen, wordt voorgesteld het jaar van de eerste afbetaling het jaar van de eindaflossing te laten voorafgaan (bijvoorbeeld : 1990-92). Bovendien worden speciale aflossingskenmerken duidelijk in een vet lettertype op de voorzijde van de mantel van het effect vermeld.
- 3.2.6. De naam/namen van de borg(en) (indien bestaande) wordt (worden) ook in opvallende vorm vermeld op het bovenste deel van de voorzijde van het effect alsook, niet noodzakelijk in zulke opvallende vorm, een vermelding van de autoriteit onder wie de borg werd opgericht (indien toepasselijk) of de plaats en de staat of het land van de wettige domicilie van de borg (indien toepasselijk).

- 3.2.7. Onder de informatie zoals vereist in punten 3.2.5. en 3.2.6. wordt (indien toepasselijk) de datum van de eerste mogelijke aflossing vermeld, alsook de datum of data van de betaling van de intrest(en) en alle fundamentele of uitzonderlijke voorwaarden, zoals bijvoorbeeld :
- in het geval van kasbons met zwevende koers : de minimum-intrestvoet;
 - in het geval van converteerbare obligaties : de conversievoorwaarden;
 - de voorwaarden omtrent de betaling in andere munten of rekeneenheden; of
 - de verlenging van eindaflossingsdatum.
- 3.2.8. In geval van gezamenlijke emissies van verscheidene uitgevende instellingen wordt de naam waaronder de emissie zal gekend worden op de markt in een vet lettertype gedrukt. De namen van de verschillende uitgevende instellingen worden in kleinere letters gedrukt, samen met een vermelding van de autoriteit onder wie elke uitgevende instelling werd opgericht (waar toepasselijk) of de plaats en de staat of het land van de wettige domicilie van elk van hen (waar toepasselijk).
- 3.2.9. Als een naam of een afkorting die de uitgevende instelling voor haar emissies gebruikt, verschilt van haar volledige wettige naam, moet die altijd dezelfde blijven, ongeacht de markt waarop de effecten worden uitgebracht. In dergelijke gevallen moet de volledige wettige naam van de uitgevende instelling onmiddellijk onder zulke algemeen bekende naam of afkorting worden gedrukt. Als de naam van de uitgevende instelling vertaald is, moet de volledige wettige naam onder de vertaling in kleinere letters en tussen haakjes worden vermeld.
- 3.2.10. De emissiedatum van het effect moet afzonderlijk worden vermeld op de voorzijde van de mantel.
- 3.2.11. De volledige emissievoorwaarden worden op de voorzijde en/of de keerzijde van de mantel van het effect gedrukt en worden duidelijk in verschillende paragrafen onderverdeeld door middel van opschriften. Er mag nochtans niets worden gedrukt op de keerzijde van de onbedrukte zone waarvan sprake in 3.2.1., of op de keerzijde van de zone zonder tekst waarvan sprake in 3.2.3.; zulke zones moeten blanco worden gelaten.
- 3.2.12. De naam en de desbetreffende opgegeven kantoren van de makelaar die de hoofdsom uitbetaalt en/of belastingsbeambte (al naargelang van de omstandigheden) en van elk van de oorspronkelijke uitbetalende makelaars moeten vermeld zijn als een deel van, of aan de voet van de emissiemodaliteiten en -voorwaarden. Daarenboven moeten alle toepasselijke wisselkoersen, muntopties of andere gelijkaardige fundamentele bepalingen (indien voorhanden), die werden vastgelegd of bepaald met betrekking tot de emissiemodaliteiten en -voorwaarden op of vóór de emissiedatum, worden ingevoegd als deel van, of aan de voet van de modaliteiten en voorwaarden.
- 3.3. De coupon
- 3.3.1. De informatie op de voorzijde van elke coupon is in twee secties verdeeld. De breedte van het linkerdeel (zonder het kader waarvan sprake in 2.2.) bedraagt 73 mm, waarbij 22 mm overblijft voor het rechterdeel.
- 3.3.2. De volgende informatie staat in het linkerdeel :
- de naam van de uitgevende instelling;
 - de munt en/of rekeneenheid en het totale bedrag van de emissie;
 - de jaarlijkse intrestvoet (indien toepasselijk);
 - de benaming van het soort effect;
 - het jaar van de eindaflossing (indien toepasselijk). In geval van aflossing door afbetalingen, wordt aangeraden het jaar van de eerste afbetaling het jaar van de eindaflossing te laten voorafgaan (bijvoorbeeld : 1990-92).
- De hoogte van de tekens gebruikt op de eerste en tweede regels mag niet kleiner zijn dan 1,8 mm.
- Extra regels :
- Elke extra tekst ten opzichte van de hierboven uiteengezette vereisten, wordt tot een minimum beperkt; facsimile handtekeningen moeten worden vermeden.
- 3.3.3. De volgende informatie verschijnt op het rechterdeel :
- Bovenste deel :
- Het couponnummer wordt gedrukt (in een vet lettertype) binnen het kader in de rechterbovenhoek. Daarenboven worden coupons die vervallen op of na de datum waarop een gedeeltelijke aflossing door trekking mogelijk is, gemerkt met de letter « R » vóór het couponnummer, met de bedoeling de couponhouder en de personen betrokken bij het behandelen van de coupon eraan te herinneren dat een trekkingslijst eventueel dient te worden geraadpleegd.
- Middendeel :
- De munt en/of rekeneenheid en het intrestbedrag (indien van toepassing), betaalbaar tegen de inlevering van de coupon, worden in een vet lettertype gedrukt. In geval van kasbons met zwevende intrest, wordt er vermeld dat het uitbetaalbare bedrag veranderlijk is — bijvoorbeeld : « FRN — veranderlijke intrest ».
- Onderste deel :
- De uitbetalingsdag van de intrest (indien die kan worden vastgesteld) moet in grote tekens worden gedrukt en moet worden voorgesteld met de maand voluit geschreven en de dag (waar toepasselijk) en het jaar in cijfers. Op coupons van kasbons met zwevende intrest worden alleen de maand en het jaar vermeld.
- 3.3.4. De onbedrukte zone boven de onderrand van de coupon (zie 1.3.3.) dient vrijgehouden te worden voor het drukken van een regel die door een optische lezer kan worden gelezen. Deze regel wordt gedrukt volgens de voorschriften met betrekking tot OCR-B-lettertypes, -tekens, -tekenbreedte en -toleranties van de drukwaliteit zoals opgegeven in punt 3.2.1. De horizontale aslijn van zulke gedrukte regel ligt 7,5 mm boven de onderrand van de coupon.
- 3.3.5. De volgende gegevens moeten op zulke optisch leesbare regel worden gedrukt.
- Eerste veld :
- Het desbetreffende couponnummer, normaal uitgedrukt in twee cijfers. Uitzonderlijk mogen drie cijfers worden gebruikt. Indien slechts één positie benut is, moet de linkerpositie een nul zijn.
- Tweede veld :
- De nominale waarde van het desbetreffende effect, uitgedrukt in zeven cijfers, zonder decimalen of komma's of vermelding van een munteenheid. Overblijvende posities worden links opgevuld met één of meerdere nullen.

Derde veld :

Het « ISIN » van de desbetreffende emissie, (zie 3.2.1).

Vierde veld :

De serie of de aflossingsgroepsnaam (indien bestaande), uitgedrukt in één of twee tekens (alfabetisch en/of numeriek). Overblijvende posities worden links opgevuld met één of meerdere nullen.

Vijfde veld :

Het nummer van het desbetreffende effect, uitgedrukt in zes cijfers. Overblijvende posities worden links opgevuld met één of meerdere nullen.

Scheiding van velden :

Elk veld wordt door het « + »-teken (plus) gescheiden.

Begin en einde van velden :

Het « < »-teken (kleiner dan) wordt links van het couponnummer afgedrukt en het « > »-teken (groter dan) rechts van het nummer van het effect.

Er is een ruimte van 5 mm breed tussen het teken « > » en de rechterraand van de coupon.

Illustratie :

Cp. nr.	Bena- ming	ISIN	Reeks	Nr. effect
---------	---------------	------	-------	---------------

<99+9999999+AAXXXXXXXXXX9+XX+999999>

1 2 1 7 1 12 1 2 1 6 1
-----35 posities -----

9 = numeriek, A = alfabetisch, X = alfanumeriek

< = begin van het eerste veld

+ = scheiding van velden

> = einde van het laatste veld

Voorbeeld :

<02+0005000+LU0001234567+OA+123456>

- 3.3.6. De naam en het desbetreffende adres van de makelaar die de hoofdsom uitbetaalt en van elk van de makelaars die de coupons uitbetalen worden gedrukt in een lichte kleur op de keerzijde van de coupon. Er mag echter niets worden gedrukt aan de keerzijde van de onbedrukte zone waarvan sprake in 1.3.4.
4. WARRANTS
- 4.1. De bovenvermelde aanbevelingen, waar ter zake dienend, zijn op analoge wijze van toepassing op warrants, tenzij hieronder anders is vermeld.
- 4.2. Als een euro-obligatie uitgegeven wordt met één of verscheidene warrants waarvan wordt verwacht dat ze atzonderlijk zullen worden verhandeld, wordt (worden) de warrant(s) afgezonderd van de hoofd-euro-obligatie, en heeft (hebben) ze een formaat ISO A4 vertikaal (297 mm x 210 mm) of ISO A5 horizontaal (148,5 mm x 210 mm).
- 4.3. Als een recht op uitkering wordt aangeboden met opgegeven of niet-opgegeven voorwaarden, mogen één of meer coupons, die even breed zijn als een normale coupon, maar tweemaal zo hoog (66 mm x 105 mm), aan de linkerkant van de voorzijde van de mantel van het effect zijn aangehecht. Zulke coupon(s) bevat(ten) de OCR-regel op dezelfde plaats als op normale coupons en is (zijn) voldoende gedetailleerd om een behoorlijke identificatie mogelijk te maken als er maatregelen moeten worden getroffen.
5. OVERIGE PUNTEN
- 5.1. De betaling van intrest en/of hoofdsom tegen afstempeling of notatie op de effecten moet worden vermeden.
- 5.2. Tijdelijke effecten moeten duidelijk als dusdanig gemerkt zijn om verwarring te vermijden met de definitieve effecten (bijvoorbeeld : door middel van de opdruk « tijdelijke obligatie » in grote, rode letters, dwars over de voorzijde van de obligatie).
- 5.3. Als mantels van effecten of coupons ongeldig moeten worden gemaakt door perforatie, moet er speciaal op worden gelet de onbedrukte zones zoals vermeld in punten 1.3.3. en 3.2.1. niet te perforeren. Deze zones dienen vrij gehouden te worden, ook aan de ommezijde, bijvoorbeeld bij het aanbrengen van de stempel van een uitbetalende bank.
- 5.4. Coupons worden netjes langs de stippellijn, waarvan sprake in 1.3.4., afgesneden en zij worden ongeldig gemaakt door een rond gat te boren met een maximumdiameter van 7 mm.

VERWIJZINGEN NAAR INTERNATIONALE ISO-NORMEN

ISO 216. Schrijfpapier en bepaalde klassen van drukwerk - Schoongesneden formaten -A- en B-series.

ISO 1073/II. Alfanumerieke tekensets voor optische tekenherkenning — Deel II : OCR-B-tekenset — Vorm en afmetingen van het gedrukte beeld.

ISO 1831. Drukspecificaties voor optische lezing.

ISO 3166. Codes voor de voorstelling van landennamen.

ISO 4217. Codes voor de voorstelling van munten en fondsen.

ISO 6166. Bankverrichtingen — Internationaal nummeringssysteem voor de identificatie van effecten (ISIN).

ISO 9144. Effecten — Optisch leesbare regel — Positie en structuur.

ISO 8109. Effecten — Lay-out van euro-obligaties.

Copieën van de bovenstaande ISO-normen kunnen worden verkregen bij :

a) voor landen die lid zijn van de « International Organization for Standardisation (ISO) :

in de kantoren van de nationale normalisatie-instelling van dit land, (*) of

b) bij

ISO Central Secretariat, 1, rue de Varembe,
Case Postale 56, 1211, Genève 20, Zwitserland;
Telefoon (022) 34 12 40, Telex 23 887 ISOCH
Telegram ISORGANIZ

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 28 februari 1993.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Ph. MAYSTADT

(*) Voor België gaat het om het Belgisch Instituut voor Normalisatie, Brabançonnelaan 29, 1040 Brussel.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 93 — 859

[C — 12152]

25 MARS 1993. — Arrêté royal relatif au repos du dimanche et à la durée du travail de certains ouvriers occupés par les entreprises ressortissant à la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1971 sur le travail, notamment l'article 16 et l'article 26bis, y inséré par l'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 et modifié par la loi du 22 janvier 1985;

Vu l'avis de la Commission paritaire des constructions métallique, mécanique et électrique;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983, *Moniteur belge* du 15 décembre 1983.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 93 — 859

[C — 12152]

25 MAART 1993. — Koninklijk besluit betreffende de zondagsrust en de arbeidsduur van sommige werklieden tewerkgesteld in de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de arbeidswet van 16 maart 1971, inzonderheid op artikel 16 en artikel 26bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 en gewijzigd bij de wet van 22 januari 1985;

Gelet op het advies van het Paritair Comité voor de metaal-, machine- en elektrische bouw;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelst op de dringende noodzakelijkheid;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983, *Belgisch Staatsblad* van 15 december 1983.